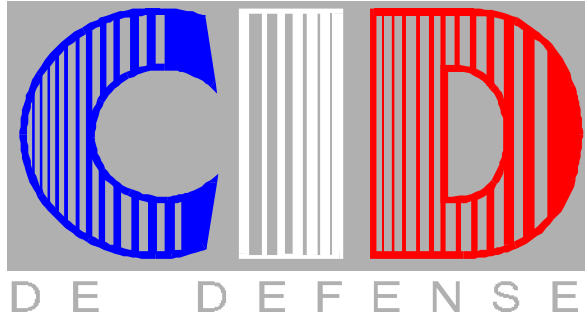


COLLEGE INTERARMEES



**Les enjeux européens en Asie centrale :  
prendre une place dans le nouveau grand jeu.**

**Mémoire de géopolitique  
du chef de bataillon Hervé FOUILLAND  
dans le cadre du séminaire « les Arcs des crises »**

**Directeur : Jean-François DAGUZAN  
Docteur d'Etat en sciences politiques**

**Avril 2003**

# Les enjeux européens en Asie centrale : prendre une place dans le nouveau grand jeu.

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX

La complexité d'une identité façonnée par la géographie et l'histoire

Une transition politique dans la continuité

Des économies de tiers monde, l'appel d'air vers l'extérieur

L'arrivée des Etats Unis, un nouveau grand jeu ?

### DEUXIEME PARTIE : LES ENJEUX ECONOMIQUES

Les hydrocarbures : un jeu économique dans lequel l'Europe doit se positionner

D'autres ressources moins médiatisées

### TROISIEME PARTIE : LES ENJEUX POLITIQUES

La nécessité de combattre les menaces transverses à la source

Une génération montante avide d'un modèle se démarquant de la « féodalité soviétique »

Marquer les ambitions des grands voisins

## Introduction

A la fin du grand jeu, les pays européens se sont progressivement désengagés d'Asie centrale qui s'est retrouvée durant le vingtième siècle sous l'emprise de l'URSS. La chute de l'empire soviétique marque l'émergence ou le renouveau de pays. L'intervention américaine dans la région à partir de 2001 constitue un événement majeur pour cette région qui était devenue la chasse gardée des seules puissances continentales (Russie, Chine, Iran). Un certain nombre de pays européens ont engagé des soldats et se sont implantés en Asie centrale aux côtés des forces américaines. Décision politique lourde de sens qui pose le problème de savoir quels sont, au delà de la volonté de marquer sa présence aux côtés des Etats-Unis, les enjeux dans cette région pour l'Europe.

Il faut entendre par Asie centrale la région comprises entre Amou-Daria et Syr-Daria ; constituée de cinq république musulmanes de l'ex-URSS : le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan, le Turkménistan. Toute la moitié Nord de l'Afghanistan, peuplée surtout de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Turkmènes, peut être également considérée comme faisant partie de l'Asie centrale. A partir du versant Sud de l'HINDOUKOUCH on entre dans une zone de transition vers la péninsule indienne. Cet ensemble, non cohérent, dominé au plan économique par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, toujours en proie à l'influence externe, composé de nouveaux Etats en période délicate de rupture politique avec le passé, sous l'influence de logiques de réseaux, est marqué par des tentations de reprise en main autoritaire. Les Etats sont confrontés à des difficultés issues de configurations géopolitiques compliquées et accentuées par le facteur de l'eau. Ainsi, le Tadjikistan, où se trouve les glaciers les plus importants du monde à l'exception des régions polaire, possède des grands barrages dans le Pamir qui commandent le système hydraulique de la région. L'enjeu de l'eau est vital pour les pays voisins, en particulier l'Ouzbékistan qui l'utilise pour la culture extensive du coton. L'instabilité des différents régimes inhibe la possibilité de coopération régionale et s'ajoute aux désaccords de fond avec les grands voisins de la région. Dans les réflexions stratégiques sur la zone, il ne faut donc pas systématiquement la considérer dans son ensemble mais bien comprendre que les pays ont évolué de manière individuelle avec des aspirations différentes.

Souvent évoquée, la question des hydrocarbures est importante mais peut être pas centrale. La question de la drogue, la menace islamiste et bien d'autres facteurs sont à prendre

en compte. L'avenir dépendra du renouvellement des élites dirigeantes qui peut constituer des périodes troublées car dans ce type de régime, une période de transition peut s'avérer dangereuse, surtout si la succession n'est pas préparée à l'avance. Cela est inquiétant car les Etats, en dépit des régimes autoritaires, sont faibles par manque de ressources matérielles, par le peu d'expérience en matière de souveraineté, par défaut de forces armées intégrées et au service de la Nation, par l'absence d'une politique d'intégration nationale, par la mise en avant des intérêts personnels des classes dirigeantes. En crise économique, les Républiques sont confrontées à la pauvreté et les problèmes sociaux sont aggravés par le chômage, surtout chez les jeunes. Une récupération du malaise social par des mouvements protestataires nationalistes ou islamistes est possible. Dès lors, l'Etat ne remplit plus sa fonction sécuritaire : contrôle du territoire, allégeance de la population, exercice effectif de l'autorité gouvernementale. Il ne peut donc y avoir, du fait de ce besoin de sécurité et de puissance, qu'un appel vers l'extérieur. La Russie garde là une place importante car, en dépit de son retard technologique et économique, elle détient la majorité des clés des pays de la région. Les Etats Unis sont face à un problème de cohérence dans leurs objectifs : au niveau politique ils veulent instaurer la démocratie, au niveau économique ils veulent rendre possible l'exploitation et l'exportation de la manne pétrolière et gazière. De plus, ils évoluent dans un cadre contraignant : limiter l'influence russe et refus actuel de traiter avec l'Iran. A première vue, tout pourrait dépendre de la volonté américaine de s'attacher la Russie, mais la Chine pourrait être l'épouvantail qui à terme rapproche les deux pays dans un jeu triangulaire renouvelé. Les relations entre la région et l'Afghanistan ont toujours témoigné d'une grande continuité historique. Ce pays continue de faire peser, par son instabilité, une menace sur la région.

Les enjeux européens en Asie centrale sont immenses car il s'agit de répondre à l'appel des cinq Républiques pour sauver ces peuples de leur misère et de leur retard. En effet, si l'Europe n'implante pas activement ses valeurs et sa culture auprès des élites, si elle se refuse à l'intégration commerciale et aux investissements alors la solution islamiste, entre autres, apparaîtra comme la seule issue possible.

Après avoir, dans un premier temps, fait un état des lieux qui permettra de mieux comprendre la situation actuelle des Républiques, il conviendra de décrire les multiples enjeux économiques que recouvrent la région. Enfin, l'étude des enjeux politiques montrera

l'importance de ne pas laisser la région en proie aux menaces transverses ou sous la coupe exclusive de ses grands voisins.

## 1 Etat des lieux

L'Asie centrale est écartelée entre deux Etats : le Kazakhstan qui veut fédérer les économies des différentes Républiques dans un grand marché commun et qui affirme un statut de puissance régionale du fait de sa capacité à réguler la distribution de pétrole, de charbon et de blé des autres Républiques, de sa capacité de contrôle de la circulation du Turksib (embranchement du transsibérien qui le traverse), de son bon potentiel économique et militaire et du prestige de son président. L'Ouzbékistan, héritier d'une prestigieuse tradition culturelle et religieuse qui voudrait fédérer un nouveau Turkestan. La région cumule deux records dans la CEI : celui de la misère et celui de l'explosion démographique mais des différences séparent les cinq Républiques : le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan bénéficient de substantielles ressources minérales largement inexploitées. Le Kazakhstan dispose, en outre, d'une industrie diversifiée bien qu'archaïque. Le Tadjikistan et le Kirghizstan sont eux essentiellement agricoles.

Avant de décrire successivement la situation politique, économique et l'impact de l'arrivée des Etats Unis dans la région, il convient de se pencher sur l'histoire et la géographie des lieux car de ses brassages multiples, l'Asie centrale a hérité un paysage humain d'une grande diversité et d'une indéniable complexité.

### 1.1 La complexité d'une identité façonnée par la géographie et l'histoire

L'Asie centrale est délimitée à l'Est et au Sud par les montagnes du Tian Shan, du Pamir et de l'Elbrouz ; à l'Ouest par la mer Caspienne. Au Nord, aucune barrière ne vient séparer les steppes kazakhes des plaines russes. L'absence d'obstacle, sinon l'immensité de ces étendues, aura constitué, à partir de la fin du XVIIIe siècle un facteur propice à la pénétration russe. La géographie de l'Asie centrale réunit trois types d'espaces : les montagnes, habitées de populations semi-nomades au Nord (les Kirghizes), sédentaires au Sud. Les bassins des deux grands fleuves, qui prennent leur source dans le Tian Shan (l'Amou Daria au Sud, le Syr Daria au Nord) pour se jeter dans la mer d'Aral, du moins avant qu'une irrigation intensive ne condamne aujourd'hui leur cours à se perdre dans le désert. Cette deuxième zone, dont les ressources agricoles ont favorisé le développement d'une riche civilisation urbaine illustrée par le rayonnement de Samarcande et de Boukhara, a représenté, sous le nom de Transoxiane (littéralement « au-delà de l'Oxus »), le cœur historique de l'Asie centrale. Enfin, au-delà de ces bassins d'irrigation, de la frontière iranienne à la Mongolie, s'étend un arc de steppes

peuplées de tribus autrefois nomades, aujourd'hui sédentarisées de Turkmènes à l'Ouest et de Kazakhs au Nord et au Sud.

La géographie désigne l'Asie centrale comme une zone de passage à la fois pacifique et commercial sur l'axe Est-Ouest avec la route de la soie, mais également militaire et conquérant sur l'axe Nord-Sud puisque, comme l'observe monsieur. Olivier Roy<sup>1</sup>, toutes les invasions, à l'exception de la conquête arabe, se sont faites dans le sens Nord-Sud.

Espace d'échanges, l'Asie centrale est marquée sur le plan historique par la rencontre de la civilisation persane et du monde turc des steppes. La Transoxiane, peuplée à l'origine par des populations parlant des langues dites iraniennes de l'Est, a été conquise à partir de l'an 1000 par des populations turcophones. La dynastie Karakhanide -992-1211- établie d'abord au Nord du Syr Daria, étendit sa domination sur la Transoxiane après avoir vaincu la dynastie persanophone des Samanides en 999. Depuis lors, et jusqu'à la colonisation russe, les dynasties turques régnèrent sur un espace souvent soumis à des recompositions territoriales au gré des vicissitudes de l'histoire.

#### Chronologie sommaire :

992-1211 - dynastie des Karakhanides

1211-1219 - dynastie des Seldjoukides

1219 - invasion mongole. Après la mort de Gengis Khan (1227), son deuxième fils, Djaghataï, reçoit toute l'Asie centrale en apanage. L'empire mongol se disloque à partir de 1259 en khanats rivaux

1370 - Tamerlan (Timour-Lang, c'est-à-dire Timour le Boiteux) un descendant de Gengis Khan, s'empare de la Transoxiane. Ses héritiers (les Timourides) se partagent l'empire en émirats

1501 - prise de Boukhara par une confédération tribale venue du nord, les Ouzbeks. Le nouvel empire se divise en trois émirats ouzbeks (Khiva, Kokand, Boukhara).

1865 - prise de Tachkent par les Russes. Annexion du Kokand ; Khiva et Boukhara deviennent des protectorats.

Au cours des siècles, les populations turcophones se sont progressivement persanisées, tandis que les sédentaires persanophones n'hésitaient pas à utiliser la langue turque. Il reste

---

<sup>1</sup> Olivier ROY, l'Asie centrale contemporaine. Coll que sais-je ?, PUF, 2001.

possible, d'après la présentation faite par M. Pierre Chuvin<sup>2</sup>, de distinguer, parmi les peuples d'Asie centrale, deux grands groupes linguistiques :

Le groupe turcique, composé de trois sous-familles : les kiptchaks (demeurés nomades jusqu'à la sédentarisation forcée des années 30) qui réunissaient eux-mêmes trois groupes : les Karakalpaks (arrivés à la fin du XVIIe siècle), les Kirghizes, les Kazakhs (ensemble constitué au XVIe siècle), les plus nombreux, divisés en trois «jouz» ou «hordes» (grande, moyenne et petite). Les tchagatay (constitués depuis le XIIIe siècle) qui comprennent les Ouzbeks, à l'origine kiptchaks, et passés aux tchagatay en se sédentarisant, et leurs parents, les Ouïgours (Turcs sédentaires des oasis du Turkestan chinois). Enfin, les Oghouz, arrivés dans la région au XIe siècle, constituent l'autre dénomination des Turkmènes, cousins des Azéris et des Turcs de Turquie, restés nomades et répartis en tribus entre le Turkménistan et l'Iran, avec des îlots, au Sud, en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

A ce stade, il importe de remarquer que les Ouzbeks et les Kazakhs ont, à l'origine, une souche commune : les seconds s'étant détachés des premiers lors de la constitution de la grande fédération tribale des Ouzbeks à la fin du XIVe siècle, pour essaimer dans les steppes du Nord de l'Asie centrale. Cette séparation a cependant conduit à la formation d'identités très différentes : les Ouzbeks se sont sédentarisés et urbanisés, ils ont adopté comme langue de communication le turc tchaghatay et le persan, et revendiqué un islam rigoureux. Les Kazakhs, quant à eux, ont conservé un mode de vie nomade ; par ailleurs, jusqu'au XIXe siècle, ils sont restés faiblement islamisés.

Le groupe iranien. Sous la désignation de « tadjik », ce groupe recouvre en fait une réelle diversité linguistique : le persan pour les groupuscules chiites, les langues iraniennes orientales dont l'usage est limité à certaines populations des montagnes et qui demeurent incompréhensibles pour les autres populations, le tadjik proprement dit -forme archaïque du persan- parlé par les citadins sunnites, en particulier à Samarcande et Boukhara, ainsi que par les villageois. La généralisation du bilinguisme ouzbek-tadjik rend, du reste, délicate l'évaluation du nombre de Tadjiks. Ainsi, comme l'a souligné le professeur CHUVIN<sup>3</sup>, des ressortissants de groupes linguistiques différents (Ouzbeks turcophones et Tadjiks iranophones), peuvent communiquer sans difficulté, tandis qu'au sein même du groupe iranophone, l'incompréhension peut être de mise.

---

<sup>2</sup> Rapport d'information du Sénat n°320 (2000/01), Commission des Affaires Etrangères. L'Asie centrale : 10 ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, 10 mai 2001.

<sup>3</sup> Pierre CHUVIN, Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam. Coll le monde poche, 1998.

L'Asie centrale a connu un siècle et demi de domination sans partage de la Russie entre 1867, création du Turkestan, et la chute de l'Union Soviétique. Patrick KARAM<sup>4</sup> montre bien que, partout, la soumission des peuples passe par l'édification de fortifications, par l'installation de paysans - soldats et de paysans ayant fui le renforcement du servage. Les premiers noyaux d'une population guerrière et sédentaire russe sont les cosaques du Jayik (nom kazakh de l'Oural). Cosaque signifie à l'origine « colons des steppes kazakhes ». Au milieu du 19<sup>ième</sup> siècle, la Russie fixe ses frontières au Sir Daria. Puis l'expansion en direction de l'Amour Daria inquiète la Grande Bretagne, les zones d'influence respectives s'établissent de part et d'autre du fleuve. L'abolition du servage en 1861, suivie par le statut de 1868, complété par celui de 1891 qui fait des terres des nomades kazakhs une propriété de la couronne, la loi de juillet 1889 qui permet le transfert des paysans à leur demande, vont pousser vers les terres promises un million d'Européens slaves et allemands. Ce phénomène est amplifié par la construction du chemin de fer transsibérien dans la première moitié des années 1890. La politique de l'URSS de stabilisation des populations nomades achève l'entreprise séculaire de rattachement de l'Asie centrale à la sphère russe. Cela est ponctué de révoltes multiples mais limitées, toujours réprimées sévèrement. Le 30 avril 1918, le territoire de Turkestan devient la république soviétique du Turkestan avec Tachkent comme capitale. En 1924, l'Asie centrale est morcelée en 5 Républiques créées sur une base ethnique et dont le territoire sert de catalyseur à la transformation des identités et à la formation d'une nouvelle élite. Le but est de faciliter l'assimilation soviétique en supprimant les facteurs d'unification religieux ou ethniques. La devise tsariste « diviser pour régner » trouve comme prolongement « différencier pour assimiler ». Le découpage ethno-territorial imposé ne correspond pas à la structure ethnique de la région, future source de conflits. Ainsi des groupes ethniques ne reçoivent pas de territoire : les Ouïgours, les Baloutches, les Yagnobs. Compte tenu de la diversité des populations et de leur imbrication dans un même espace géographique, le découpage territorial mis en œuvre à partir de 1924 par les communistes de Moscou pour constituer, au sein de la structure fédérale représentée par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, des Républiques Socialistes, pouvait difficilement échapper au risque d'arbitraire. L'exercice commencé en 1924 a connu des remaniements en 1929 et 1936 pour aboutir à la carte politique actuelle, avec la mise en place des cinq Républiques. Il obéissait à une volonté de rupture par rapport à l'organisation coloniale tsariste, articulée autour de deux gouvernorats « des steppes » (capitale Orenbourg) et du Turkestan (capitale Tachkent) et de deux

---

<sup>4</sup> Patrick KARAM, *Asie centrale : le nouveau grand jeu*. L'Harmattan, 2002.

protectorats, Boukhara et Khiva. Il rompait également avec les structures pré coloniales : les trois Etats préexistants, Khiva, Boukhara et Kokand, étant des organisations considérées comme féodales, qu'il était évidemment inconcevable de reconstituer.

Dans la mesure où l'héritage de l'histoire était récusé, la constitution des nouvelles Républiques s'est appuyée sur trois critères de nature souvent contradictoires : le critère linguistique qui suppose que les frontières linguistiques et ethniques se recoupent. Ce qui n'est, au regard des brassages précédemment évoqués, que partiellement juste. Les conséquences en sont le choix, parmi ces populations enchevêtrées, de tracés capricieux et la formation d'enclaves. Ainsi le Kirghizistan compte des enclaves ouzbèques -vallées de Sokh et de Chât-i Mardan- et des enclaves tadjikes -Isfara et Vorouk-. Le critère économique, afin d'assurer un certain partage des ressources : à titre d'exemple, la plaine lacustre du Ferghana a été divisée en trois parties inégales : l'essentiel de ces territoires est revenu à l'Ouzbékistan mais les deux principaux accès sont commandés à l'Ouest par le Tadjikistan et à l'Est par le Kirghizistan. Dès lors, l'exercice du contrôle étatique sur cet espace est rendu plus délicat. Enfin, le critère politique, par exemple le Kazakhstan a été étendu vers le Nord afin de compenser la perte de la région de Tachkent qui aurait pu lui revenir. Cependant, les concepteurs ont pris bien soin que la nouvelle République n'ait pas de frontière commune avec les autres Républiques autonomes, en partie turcophone, incluses dans la fédération de Russie, le Bachkortostan et le Tatarstan.

Le brouillage géographique et ethnique lié au découpage territorial, constitue naturellement un facteur de fragilité et de tensions dans la région. Il a entraîné d'abord une forte imbrication et donc une grande vulnérabilité des frontières. Ainsi, la route la plus directe pour aller de Tachkent à Samarcande passe par le territoire du Kazakhstan. En outre, il a multiplié la présence de minorités. Si l'Ouzbékistan s'est trouvé l'héritier des trois principautés qui se disputaient la région avant l'arrivée des Russes, il n'a pas conservé l'intégralité des territoires peuplés d'Ouzbeks : dès lors, il existe des minorités ouzbeks dans tous les pays voisins, elles représentent même 25 pour cent de la population du Tadjikistan.

Marche militaire de l'Union Soviétique face aux menaces chinoises, islamistes et pan turquistes, l'Asie centrale est considérée par Moscou comme le tiers monde de l'URSS. pourvoyeuse de matières premières, terre de colonisation slave, dépotoir des activités destructrices de l'environnement, terre d'exil pour les millions de déportés du stalinisme. Les indépendances vont rappeler à la communauté internationale l'existence d'un monde immense, diversifié à l'extrême, dont l'absolutisme impérial russe puis soviétique avait

contribué à masquer l'importance et les spécificités aux yeux de la plupart des politologues occidentaux. Le processus d'indépendance n'a pas entraîné une recomposition des frontières politiques de la région. Les dix dernières années ont confirmé la pérennité des structures conçues sous Staline. A l'exception du Tadjikistan, confronté à une guerre civile meurtrière de 1992 à 1997, le processus d'indépendance s'est déroulé dans le calme.

Ce paysage imbriqué se complique avec la présence de minorités russes dont la protection est un enjeu brûlant de la politique de Moscou. En protégeant les frontières du Tadjikistan, la Russie protège aussi ses minorités. Toutes les Républiques semblent avoir adopté une politique visant à pousser au départ les minorités slaves dès la formation accomplie des cadres nationaux<sup>5</sup> : lois privilégiant la langue nationale sur le Russe, remplacement du cyrillique par l'alphabet latin, postes accaparés de plus en plus par les autochtones au détriment des Russes. Mais la Russie, confrontée à d'énormes problèmes économiques, ne peut les accueillir. Déjà à l'époque de l'URSS, les Russes fuyaient les heurts interethniques comme à Ferghana en juin 1989, à Douchanbe en février 1990 ou à Andijan et Och en juin 1990. Avec les indépendances, les départs s'accélérent, 464 000 immigrants en 1993, 626 000 en 1994. Parallèlement, le nombre de départs vers l'Asie centrale diminue de 38 pour cent entre 1993 (111 000) et 1994 (69 000). Aujourd'hui, au Kirghizstan, les Russes constituent 12,5 pour cent de la population en 1999 contre 21,5 pour cent en 1989 ; en Ouzbékistan, 50 000 Russes quittent chaque année le pays. Pour fuir la guerre civile au Tadjikistan, 320 000 Russes ont émigré.

Afin d'enlever un argument électoral aux partis nationalistes, le Kremlin demande la double nationalité pour les Russes de la CEI. Les Républiques réagissent différemment : le Turkménistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan sont favorables alors que le Kazakhstan et l'Ouzbékistan refusent pour des raisons de souveraineté. En fait, le Kirghizstan, dont l'armée est constituée d'une majorité d'officiers russes, a besoin de l'alliance avec la Russie face au danger potentiel que représente son voisin chinois. Le Tadjikistan ne peut se passer des troupes russes qui assurent la pérennité du régime face à l'opposition armée, les spécialistes russes sont également nécessaires pour reconstituer l'économie dévastée par la guerre. Pour le Turkménistan, dont le noyau de l'armée est constituée de Russes, c'est la contre partie de la politique indépendante affirmée vis à vis de Moscou. Les Russes qui représentent un dixième de la population ne représentent pas de danger. En mai 1992, pour les contraindre à rester il leur est interdit de vendre leurs logement privés. Cette mesure est imitée en mars 1993 par l'Ouzbékistan qui refuse catégoriquement ce principe de la double nationalité. Le refus du

Kazakhstan s'explique par l'importance de la minorité slave. La volonté de renverser le rapport de force démographique en facilitant l'émigration de Kazakhs de Chine ou de la CEI est insuffisante, en effet les Russes constituent toujours 30 pour cent de la population contre 50,6 pour cent pour les Kazakhs. Moscou envoie des messages clairs au gouvernement d'Almaty comme la remilitarisation des cosaques.

## 1.2 Une transition politique dans la continuité

Depuis dix ans l'espoir de démocratisation s'est avéré non fondé tandis que la crainte d'embrasement généralisé et de montées extrémistes s'est révélée exagérée. En fait, la transition politique qui s'est déroulée dans le but de sortir du modèle soviétique marque moins le passage du totalitarisme à la démocratie que celui du totalitarisme à un autoritarisme plus ou moins prononcé dans un but de construction nationale. Beaucoup de chefs d'Etat de la région justifient le caractère autoritaire de leur régime par la nécessité d'une phase de transition stable avant d'aller plus avant. La transition n'est donc pas à envisager comme une rupture.

Comme l'affirme monsieur Mohammed REZA DJALILI<sup>6</sup>, ils existent, d'ailleurs, des signes tangibles de continuité. En premier lieu, les cadres territoriaux des Etats ne sont pas remis en cause, même si des différends persistent sur le tracé précis des frontières sur le terrain. Ainsi en 1999, l'Ouzbékistan modifie de manière unilatérale le tracé des 1 300 kilomètres de sa frontière avec le Tadjikistan. Aujourd'hui, l'Ouzbékistan traite avec le Kazakhstan et le Kirghizstan pour régler d'autres différends. En second lieu, à l'image du territoire, l'unité nationale est marquée de la continuité même si l'on observe un renforcement du groupe ethnique titulaire du nom ainsi qu'une exclusion des minorités. Enfin, les élites dirigeantes de l'ancien système restent en place. Ceci s'explique par le fait que les Républiques ont accédé à l'indépendance sans l'avoir vraiment demandée et donc, que les élites sont restées en place en abandonnant, en principe, l'idéologie marxiste-léniniste. Ainsi, à la différence des pays d'Asie ou d'Afrique, aucune élite nationale formée pour la décolonisation n'a pris le relais. Les cadres administratifs soviétiques se sont arrogés le pouvoir et n'ont changé ni leurs comportements, ni leurs attitudes mentales.

---

<sup>5</sup> Patrick KARAM, *Asie centrale : le nouveau grand jeu*. L'Harmattan, 2002.

<sup>6</sup> Mohammed REZA DJALILI, *Asie centrale : nature et évolutions des régimes*, revue de la Défense Nationale, mars 2002.

Ce conservatisme s'explique aussi par le fait que dès les années 1920, les dirigeants de ces Républiques bien plus soviétiques que communistes, avaient détourné les institutions soviétiques à leur profit, mettant en place des réseaux et des reconstructions claniques qui continuent aujourd'hui à servir les populations et les élites au pouvoir. La continuité du modèle soviétique se traduit par le maintien du modèle d'appareil étatique : institutions, techniques de pouvoir, cadre socio-économique, modes de pensée, administration, bureaucratie. Ainsi, le système du parti unique ou au moins du parti dominant est maintenu à travers un parti démocratique ou parti du peuple qui a remplacé le parti communiste. Comme l'explique Patrick KARAM<sup>7</sup>, les Républiques ont, pour le moment, juste fait un toilettage démocratique. La concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat est effective et le parlementarisme de façade. Cependant, la plupart des pays se montrent soucieux des apparences démocratiques : élections législatives organisées régulièrement, assemblées locales et régionales élues. Les modalités réelles de fonctionnement sont, cependant, à rechercher en tenant compte des structures non officielles : logiques claniques et tribales, solidarités régionales et locales, communautarisme, échanges de bons procédés entre groupes aux intérêts économiques convergents, liens clientélistes, réseaux mafieux.

Il est intéressant de constater certaines similitudes avec des pays d'Asie et d'Afrique sur l'évolution des régimes politiques. En effet, au départ et à l'exception du Turkménistan, les Républiques d'Asie centrale se dotent de constitutions relativement démocratiques, tolèrent un certain pluralisme politique, admettent dans une certaine mesure la nécessité de respecter les libertés individuelles et collectives. Ceci s'explique par la volonté de rupture et le désir de reconnaissance internationale. Puis, très vite, à l'instar des autres pays, les habitudes ancestrales reprennent le dessus : oppositions muselées, constitutions révisées, mandats présidentiels prolongés, rôle des parlements amoindri, presse contrôlée. C'est le cas du Kirghizstan, longtemps considéré, sous l'impulsion de son président Askar Akaev, comme un modèle démocratique et un bon élève du FMI. On assiste à un renforcement du pouvoir présidentiel après la réélection de 1996. Ce durcissement de la politique intérieure s'explique par la crise financière russe de 1998, l'augmentation de l'inflation, les coupures de gaz effectuées par les Ouzbeks. Le phénomène est confirmé par les conditions de la réélection du président en 2000. Le même phénomène d'autoritarisme croissant s'observe au Kazakhstan où la loi fondamentale de 1995 donne plus de pouvoir au président que la constitution de 1993. Ainsi le président Noursoultan Nazarbaev fait approuver, par referendum en 1995, la

---

<sup>7</sup> Patrick KARAM, *Asie centrale : le nouveau grand jeu*. L'Harmattan, 2002.

prolongation de son mandat, fait adopter par le parlement le passage du mandat de 5 à 7 ans et lever l'interdiction de se présenter plus de deux fois ainsi que la limite d'âge fixée à 65 ans. Le 10 janvier 1999, il est réélu à l'âge de 58 ans. De plus, il jouit d'une immunité à vie et des limitations sévères de la liberté de la presse et des médias sont mises en place. L'Ouzbékistan est marqué par la forte personnalité du président Islam Karimov. Premier secrétaire du Parti Communiste Ouzbek en 1989, il est élu président de la République en décembre 1991 et il renforce depuis son pouvoir de manière autoritaire. Reconduit président jusqu'en 2000 par référendum, il gagne alors les élections avec 91,9 pour cent des voix. Le Tadjikistan suit une trajectoire différente. Quelques mois après la proclamation de l'indépendance, une guerre civile oppose les néo-communistes aux islamistes et à l'élite pro-démocratique. Cette guerre, meurtrière et intense de juin à décembre 1992, se termine par la victoire des néo-communistes avant de dégénérer en un conflit de basse intensité jusqu'en 1997, date à laquelle est signé un accord entre gouvernement et opposition. De longues négociations débouchent en 1999 sur un accord sur les conditions de partage de pouvoir et les changements des structures législatives et administratives du pays. Depuis, le Président Rakhmanov pourrit tous les processus électoraux, la situation reste très fragile et la terreur continue à régner. Le Turkménistan, pour sa part, ne connaît même pas de période d'euphorie démocratique. Dès le début, dominant le règne sans partage et le culte de la personnalité du président Niazov. Depuis le 28 décembre 1999, il est président à vie mais également premier ministre et gère toutes les questions politiques importantes.

Cet état de fait ne choque pas une population, non préparée à l'indépendance, qui est surtout préoccupée par sa survie au quotidien et qui éprouve une certaine nostalgie de la protection sociale qu'offrait le système soviétique.

### 1.3 Des économies de tiers monde, l'appel d'air vers l'extérieur

Les indicateurs économiques sont dans le rouge : diminution rapide de la production, pénuries chroniques, accentuation des déséquilibres des indicateurs fondamentaux, inflation élevée, chômage généralisé. La stabilité politique dépend de l'aptitude des gouvernements à redresser leurs économies frappées de plein fouet par la disparition de l'URSS. Partout les dirigeants donnent la priorité aux institutions politiques, marquant l'indépendance formelle du pays. Les nouvelles Républiques ont des projets mais la redéfinition et la modernisation des économies nécessitent des ressources financières indisponibles. Les Républiques se classent parmi les pays en développement à faibles revenus. L'agriculture représente la moitié de la

production et de l'emploi. la forte spécialisation comme la monoculture du coton résulte de l'interdépendance voulue par le système soviétique. La région est globalement exportatrice nette de produits primaires et importatrice nette de produits alimentaires et de produits manufacturés. La chute des cours mondiaux de certaines matières premières pénalise lourdement les économies productrices. La désintégration du système de planification centrale entraîne l'inadéquation entre l'offre et la demande. Les activités non rentables sont maintenues afin d'éviter un chômage massif dans des sociétés peu acquises à des expériences réformistes.

Les Russes, qui se sentent victimes de discrimination ou qui craignent des troubles interethniques, partent en masse. Occupant des emplois qualifiés, leur exode constitue un coup sévère pour l'économie locale. De nombreuses usines, privées de spécialistes, ferment ou tournent au ralenti faute de main d'œuvre qualifiée.

Tous ces problèmes ont des conséquences sur les rapports interethnique et la paix sociale. Le facteur rural pèse d'un poids politico-social important car seulement la moitié de la population est urbanisée et que celle-ci est essentiellement slave. Les autochtones se concentrent en majorité dans les campagnes. Cette faible urbanisation peut, cependant, être un facteur de stabilité. En effet, Le maintien d'une paysannerie compétente qui bénéficie depuis longtemps de lopins de terres à titre privé pourrait permettre de nourrir rapidement les habitants. Cela réduirait d'autant les migrations internes et freinerait l'assise sociale des islamistes dans les villes.

Les cinq pays ont en commun la jeunesse de leur population, entre un tiers et la moitié a moins de 15 ans , ce qui est unique dans la CEI. Ce nombre de jeunes qui va arriver sur un marché du travail exsangue va certainement provoquer des tensions dans les pays qui ne seront pas maîtriser convenablement leur économie et leur démographie. Les prix des aliments de base ont beaucoup augmenté depuis les indépendances, le pouvoir d'achat des ménages a chuté, les habitants souffrent d'une dégradation généralisée de leur régime alimentaire. La pauvreté gagne du terrain. Cette croissance démographique pourrait perturber l'équilibre entre les monde urbain et rural. La paupérisation des paysanneries devrait entraîner un exode rural porteur de tensions sociales et interethniques dans les villes. Cela explique la prudence en matière de privatisation des terres afin de ne pas accentuer les risques de rupture existants.

Avec l'accroissement de la population, l'eau devient un enjeu majeur. L'agriculture organisée autour du coton en est gourmande. L'irrigation de nouvelles terres, la pollution entraînée par l'utilisation intensive de produits chimiques agricoles engendrent la pénurie d'eau et la désertification. Les ponctions abusives des fleuves Amou Daria et Sir Daria à des fins d'irrigation ont rétréci dramatiquement la mer d'Aral dont le niveau est tombé de 14 mètres, la superficie a diminué de 40 pour cent, le volume de 60 pour cent. Les conséquences écologiques sont dramatiques : la salinité de la mer a triplé et les tempêtes périodiques de sel et de poussière assèchent les terres voisines. Les terres perdent de leur productivité. Le partage des eaux risque de créer des tensions entre les pays, comme entre le Turkménistan et l'Ouzbékistan pour le bassin de l'Amou Daria.

Dès qu'ils peuvent éviter le commerce entre eux et surmonter l'obstacle de l'enclavement, les pays s'adressent à des pays payant à des cours mondiaux en devises convertibles. Des organisations régionales assurent l'ouverture sur l'extérieur, nécessaire pour mettre en valeur les ressources naturelles et développer le potentiel économique. L'OCE, organisation de coopération économique, fondée en 1964 par la Turquie, le Pakistan et l'Iran est sortie de sa léthargie en 1992 avec l'adhésion des six Républiques musulmanes de la CEI. L'OCE a fait du développement du réseau de transport au Turkménistan une priorité de la conférence de Questa. Les désenclavements par le Sud requièrent des investissements considérables et la stabilité de l'Afghanistan. Les pays de la mer Caspienne se sont regroupés dans une organisation régionale depuis 1993 avec pour objectif de préserver les ressources biologiques de la mer, de définir une politique coordonnée de production du caviar, de répondre à la montée des eaux de la Caspienne. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan ont créé en 1994 un espace économique commun. Le Turkménistan rejette toutes ces associations, estimant ses ressources économiques suffisantes pour sortir seul de la crise. Cette liberté de commercer ne doit pas cacher une réalité incontournable : les économies restent liées avec Moscou. La corruption, les transactions opaques, l'étatisation de l'économie, l'absence de législation ont découragé les investisseurs occidentaux et permis à la Russie d'effectuer un retour en force dans son ancien fief.

#### 1.4 L'arrivée des Etats Unis, un nouveau grand jeu ?

La détermination forte avec laquelle les Etats Unis interviennent en Asie Centrale s'explique par l'objectif politique de guerre contre le terrorisme mais également par des

objectifs économiques centrés sur les hydrocarbures de la Caspienne et des buts stratégiques dans le cadre des rapports futurs avec la Chine<sup>8</sup>. Cela ne doit pas occulter la nature des rapports avec la Russie qui restent concurrentiels. Ainsi, l'ouverture de toute route d'évacuation alternative du Champ Caspien serait un revers économique pour la Russie, du fait de la perte des redevances, qui se doublerait d'un revers politique et stratégique. De même, garantir l'indépendance des Républiques permet de s'opposer à la reconstruction de l'empire russe. Les Etats Unis se trouvent donc confrontés aux puissances continentales que sont la Chine, l'Iran et la Russie.

L'ampleur et la profondeur du déploiement américain montrent bien que l'objectif est plus que politique. Le choix en KIRGHISIE de l'aéroport de BICHKEK-MANAS n'est pas innocent. L'aéroport se trouve à égale distance du Sud de l'Afghanistan, de la Caspienne, de l'extrémité orientale du XINJANG, autrement dit le Turkestan oriental qui, malgré son appartenance à la Chine, peut être considéré comme partie intégrante de la zone centre asiatique. Manas constitue donc un pivot idéal au milieu de l'Asie centrale. L'aéroport, un peu éloigné des cibles afghanes, ce qui impose des ravitaillements en vol, est situé à 280 km de la frontière chinoise. Petit pays, facilement défendable et contrôlable, faiblement islamisé, le Kirghizstan reçoit 250 millions de dollars d'investissement ce qui représente un cinquième de son produit intérieur brut.

En Ouzbékistan, des indices concourent à penser que la présence américaine est pérenne : les constructions sur la base aérienne de Khanabad s'effectuent en dur, Donald Rumsfeld avertit à Tachkent, le 5 octobre 2001 qu'il « devrait être clair pour tout le monde que les intérêts des Etats-Unis en Ouzbékistan portent sur le long terme », Washington accorde un prêt de coopération de 200 millions de dollars, le 22 octobre 2001, les deux pays signent un accord pour mettre aux normes des sécurité différents instituts de recherche de Tachkent et des sites d'enfouissement de bactéries, entre le 23 septembre et le 4 octobre, trois accords sont signés avec des firmes américaines, australiennes et israéliennes pour l'exploitation des mines d'or, les Etats Unis s'engagent à décontaminer le polygone d'essais bactériologique sur l'île de Vozrojdiénié, située dans la mer d'Aral entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. De plus, les deux pays signent un accord et des consultations sont prévues « dans l'éventualité d'une menace directe pour la sécurité ou l'intégrité territoriale de la République d'Ouzbékistan ». Cette formule concerne également Moscou. Tachkent saisit cette opportunité pour se

---

<sup>8</sup> René CAGNAT, Asie centrale : le très grand jeu. Revue de la Défense Nationale, mars 2002

démarquer encore plus de la Russie, aussi les américains restent prudents pour rassurer Moscou.

## 2 Les enjeux économiques :

### 2.1 Hydrocarbures : un jeu économique dans lequel l'Europe doit se positionner

Si le potentiel en hydrocarbures de la région paraît important, il est contraint par l'enclavement et reste à nuancer.

Le bassin de la mer Caspienne est devenu pour l'industrie pétrolière mondiale une attraction majeure. Le gaz naturel devrait constituer environ 40 pour cent des réserves mondiales. Selon l'US Energy Information Administration, les réserves prouvées au Kazakhstan se situeraient entre 53 et 83 Tcf (trillion cubic feet), entre 98 et 155 Tfc au Turkménistan, entre 74 et 88 Tfc en Ouzbékistan. La même agence américaine estime que le sous-sol du Kazakhstan contient 110 BBL (milliards de barils) de pétrole dont 20 sont déjà prouvés, qu'au Turkménistan ce chiffre est de 82 BBL dont 2 prouvés, qu'en Ouzbékistan il y a 2 BBL dont 0,3 prouvés. L'avenir du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan est donc fondé sur les exportations de pétrole brut et de gaz naturel sur les marchés internationaux. Ces champs d'hydrocarbures devaient, du temps de l'URSS, être mis en exploitation à l'épuisement des réserves de Sibérie occidentale où tous les investissements soviétiques ont été réalisés. Mais, l'URSS, rattrapée par histoire, n'a pas investi dans la zone.

Envisager une exploitation de ces réserves potentiellement importantes paraît, économiquement raisonnable. En effet, au départ de toute exploitation, une entreprise doit maîtriser principalement trois types de risques : le risque géologique, la structure du sous-sol est-elle de nature à emprisonner des hydrocarbures ? Le risque technique, si du pétrole ou du gaz sont découverts possède t-on la technologie suffisante pour rendre le projet d'exploitation viable ? Le risque politique, le rendement du projet est-il suffisant au regard du risque politique ? Dans le cas du bassin Caspien, le risque géologique est écarté car la présence d'hydrocarbures a été confirmée par les concessions offertes aux entreprises étrangères, Le risque technique ne semble pas démesuré pour la technologie occidentale, Le risque politique demeure mais il est inhérent à tout projet lié au pétrole.

Cependant, les pays d'Asie centrale sont prisonniers de la géographie. La Russie, l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan bloquent les routes des marchés occidentaux. Les besoins intérieurs limités expliquent que la plus grande part de la production devrait être destinée à l'exportation et donc que la construction d'oléoducs et de gazoducs soit un préalable indispensable à toute hausse sensible de cette production. Ce potentiel, réputé comme étant un des plus importants du monde, ne peut ainsi être mis en exploitation dans des délais raisonnables sans une participation étrangère. Aussi, tous les pays sollicitent des consortiums pour la construction d'oléoducs car les droits de transit peuvent être considérables à long terme. L'impulsion économique attendue dans les régions traversées va de paire avec le pouvoir politique et économique conféré, de facto, aux Etats traversés.

De plus, l'interconnexion voulue par les soviétiques pour décourager les velléités d'indépendance continue de peser défavorablement sur une bonne exploitation économique des gisements. Ainsi, au Kazakhstan, les principaux gisements de pétrole exploités ou en cours de prospection sont situés à l'Ouest autour de la Caspienne alors que les raffineries, à l'exception du complexe de Atyraou, ont été placées à 2 000 kilomètres au Nord Est du pays. Connectées aux seuls champs de Sibérie, les raffineries kazakhes sont d'ailleurs inaptes à traiter le pétrole brut kazakh à forte teneur en soufre qui est exporté au quatre cinquième vers les raffineries d'Orenbourg et d'Ufa en Russie. Dans le même temps, le pays est obligé d'importer de Russie des produits raffinés à prix élevés puisque les raffineries nationales ne traitent que 70 pour cent de la demande. De plus, le produit brut destiné à l'exportation hors CEI transite par les pipelines russes déjà pratiquement engorgés et doit être mélangé avec du blende de l'Oural afin de respecter les capacités du réseau. Subissant une perte économique importante, le pays a donc envisagé la construction d'un pipeline Ouest – Est de 2000 kilomètres pour un coût estimé à 1,2 milliard de dollars. Mais ce pipeline étant réservé à la consommation intérieure, aucune compagnie pétrolière ne veut le financer. Le pays tente de compenser la faiblesse des pipelines russes en exportant du pétrole (16 millions de tonnes en 1998) par train (Chine et Finlande), par barges (Azerbaïdjan et Iran) et par oléoduc (Samara en Russie).

Pour le moment, trois oléoducs sont en place dans la région : Bakou – Soupsa (Géorgie), Bakou – Novorossisk (Russie), Tengouiz (Kazakhstan) – Novorossisk mais tous les grands voisins se positionnent. Les retombées attendues et la volonté de limiter la dépendance vis à vis de l'Arabie saoudite et des Emirats expliquent le « grand jeu économique ». Les projets se multiplient : le projet MEP (main export pipeline), auquel est associé la Turquie, est un oléoduc géant qui doit fournir par an via l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, 40 à 50

millions de tonnes de pétrole caspien au terminal méditerranéen de Ceyhan. L'UNOCAL, autre projet, serait un gazoduc traversant l'Afghanistan vers le Pakistan de façon à désenclaver vers le Sud la production régionale. Ce projet qui avait été abandonné du fait de l'instabilité pourrait être relancé avec la nouvelle donne géostratégique de la région engendrée par la présence américaine. Les Russes ont inauguré, avec l'aide de la compagnie US Chevron, à NOVOROSSIISK sur la mer noire l'oléoduc CPC (caspian pipeline consortium) destiné à exporter, à partir du gisement de Tenghiz, 20 millions de tonnes de pétrole Kazakh. En dépit de sa faiblesse économique actuelle, Moscou demeure un acteur primordial et incontournable de la région du fait de sa connaissance de la zone. De plus, les Russes ont eu la sagesse de ne pas participer directement à la guerre en Afghanistan ainsi qu'aux troupes de maintien de la paix. Les Iraniens font valoir qu'ils disposent du plus court chemin vers la mer. La Géorgie offre à Soupsa un débouché sur la mer Noire pour le pétrole azerbaïdjanais. Enfin, les Chinois ont un projet d'oléoduc qui devrait traverser tout le Kazakhstan jusqu'au Xinjiang. Le projet de gazoduc entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, qui persiste mais avec un avenir incertain, fait du Turkménistan un Etat fortement frustré car il possède des ressources gazières énormes mais sans possibilité d'atteindre les marchés occidentaux.

Géographiquement, ces multiples projets peuvent se regrouper en trois catégories : vers le Nord, via la Russie pour atteindre la Mer Noire. Vers le Sud, via l'Iran pour atteindre le Golfe Persique, ou via l'Azerbaïdjan puis la Géorgie puis la Turquie pour atteindre la Méditerranée. Vers l'Est, via le Turkménistan, le Kazakhstan puis les déserts chinois pour atteindre la mer du Japon ou via le Turkménistan puis l'Afghanistan puis le Pakistan pour atteindre l'Océan Indien.

L'interrogation au centre du tracé d'un quatrième oléoduc est la suivante : quel élément est prépondérant dans le choix d'un tracé ? Dans cette région, c'est assurément la politique. En effet, de nombreux experts affirment qu'une conduite est construite si les investisseurs s'engagent à la construire. Les coûts d'un oléoduc sont faibles par rapport aux investissements réalisés pour l'exploitation même du champ. Par exemple, pour un dollar qui serait dépensé dans un oléoduc Bakou-Ceyhan, quatre seraient dépensés dans l'exploitation des champs.

Si les oléoducs sont construits et les gisements exploités, le bassin caspien devrait représenter en 2010 environ 4 pour cent de la production mondiale. Il jouera donc un rôle important, en particulier dans la diversification, mais pas de rôle pivot ! Les retards dans la construction des oléoducs et la permanence de l'instabilité devraient pour le moment faire

prédominer les questions politiques sur les questions pétrolières. Cela explique l'affichage des objectifs de promotion d'indépendance, de prospérité, de démocratie, d'économie libérale.

Les ambitions des Républiques sont grandes, souvent trop grandes et des déceptions cruelles sont à prévoir. De fait, il convient de nuancer les perspectives car des obstacles majeurs au développement existent : enclavement des Etats, délais de construction des oléoducs et des gazoducs, éléments politiques perturbateurs dans les pays du bassin, pénurie de plate-formes pétrolières, inadéquation générale des infrastructures, différences de priorités entre les grandes compagnies membres des consortiums. A ces obstacles s'ajoutent des difficultés techniques : ce pétrole qui se situe dans une zone sismique, devrait être dur à extraire. Lourd, il sera difficile à pomper, donc extrêmement cher.

Enfin, il paraît difficile de prédire ce que sera la région dans 15 ans. Généralement, dans l'industrie pétrolière et gazière, les acteurs ont tendance à surestimer l'inconnu et sous-estimer le connu. Le potentiel de la Caspienne a été estimé à 200 milliards de barils mais transformer ce potentiel en réalité sera difficile à réaliser, un potentiel ne remplit pas un oléoduc. Les médias ont fait une surenchère démesurée en comparant la Caspienne au Golfe Persique, ce qui n'est pas le cas. Les gisements ne sont donc pas comparables qu'ils s'agissent de volumes, de coûts de production, de conditions d'accès aux marchés occidentaux et même de risque politique.

La partie qui s'engage est donc peut être une partie de bluff dans laquelle il est important pour l'Europe de prendre des positions vis à vis des Etats Unis, de la Russie et de la Chine. L'avenir de ce champ pourrait être la Chine ou l'Inde. Les demandes d'hydrocarbures explosent dans ces deux pays depuis ces dernières années. Ainsi, plus de 700 000 barils / jours supplémentaires ont été importés du Golfe Persique par les Chinois. La politique de prospection ayant largement échoué en Chine, le pays doit désormais se tourner vers la prospection à l'étranger. L'Asie centrale constitue la véritable route d'évacuation du pétrole de la Caspienne vers la Chine et plus loin. Les Japonais s'implantent, actuellement, dans la région de Douchanbe.

## 2.2 D'autres ressources moins médiatisées

Focalisés sur les potentiels énergétiques constitués par les gisements pétroliers et gaziers, de nombreux observateurs occultent d'autres ressources en particulier minières et minérales. Ainsi, même si la géographie handicape l'exploitation de certains gisements en raison des

coûts élevés de transport, le Kirghizstan dispose de mines d'uranium convoitées par la Chine. Il possède également de l'or, du mercure et du charbon.

Avec 126 millions de tonnes de charbon en 1992, le Kazakhstan assure 20 pour cent de la production de la CEI et en livre 40 pour cent à la Russie. Situés dans la région de Karaganda, les gisements sont abondants et de bonne qualité géologique. Ce pays dispose également d'une bonne variété de ressources minérales (plus de 6 pour cent des ressources minérales connues dans le monde). Il produit 30 pour cent du chrome mondial, un cinquième de la production mondiale de titane mais encore de la houille, du fer, du cuivre, de l'uranium (40 pour cent de l'uranium de l'URSS y étaient extraits, il possède les métaux rares nécessaires à la force de frappe), de l'or, du zinc, du plomb. Il est le premier producteur mondial de tungstène, le quatrième de molybdène.

La zone septentrionale du Kazakhstan, où dominent à 80 pour cent les Slaves, continue, par ailleurs, les riches terres noires et brunes de Russie.

### 3 Enjeux politiques

#### 3.1 La nécessité de combattre les menaces transverses à la source

Fragilisée sur les plans politiques et économiques, l'Asie centrale constitue actuellement une zone où peuvent se développer des menaces transverses pouvant menacer directement, entre autres, les pays européens. Avant d'analyser les trois grands risques que représentent le nucléaire, la drogue et l'islam, il convient de balayer rapidement les facteurs de résistance possible à l'Occident.

Un dicton local affirme qu'« un chameau chargé d'or fait tomber n'importe quelle forteresse ». Aussi peut-on se demander si l'Asie centrale cèdera face au dollar ou à l'Euro. Il est difficile d'apporter une réponse globale à cette question car la zone n'est pas un ensemble homogène et l'opposition possible à l'Occident se différencie selon le lieu ou l'ethnie. Il semble qu'en dépit d'une perte de vitesse de l'islamisme depuis la chute des Talibans, il demeure néanmoins encore beaucoup de potentiel anti-occidental : trafic de drogue, traditionalisme, imprégnation mafieuse, despotisme, vestiges du communisme, influence de certaines puissances continentales comme la Chine au Xinjiang.

Ainsi, au Tadjikistan, l'approche reste difficile pour les occidentaux du fait de la guerre civile, de la misère, d'un pouvoir qui, à l'image de Kaboul, ne contrôle que la capitale, d'un

Islam qui demeure très virulent, de la présence de 20 000 soldats et garde-frontières russes. En Ouzbékistan, pays de tradition islamique et despotique, le président Karimov s'appuie sur le poids conjugué de la mafia et des forces de sécurité. Ceci, ajouté à la pénétration du trafic de la drogue, complique la tâche des occidentaux. Le même phénomène se développe au Turkménistan, il est amplifié par un statut de neutralité qui bloque l'action des militaires occidentaux. L'immense richesse de cet « émirat gazier » pourrait néanmoins favoriser l'émergence d'un « american way of life ». Ainsi, seuls les Etats de moindre importance, comme le Kazakhstan ou le Kirghizstan, moins imprégnés par l'islam, semblent pouvoir servir de base de départ pour l'influence européenne.

### 3.1.1 Le nucléaire

Afin de diminuer les risques afférents à toute la dissémination, l'Europe doit aider à la prise en compte de l'héritage culturel soviétique.

Du fait de l'ancienne spécialisation des satellites de l'Union Soviétique, les Républiques d'Asie centrale détiennent certains éléments de la chaîne du nucléaire. Elles possèdent, par exemple, du personnel spécialisé, des mines d'uranium, des centres de retraitement du minerai.

Le Tadjikistan, qui possède un tel centre à Chalovs et qui a fourni l'uranium enrichi pour la première bombe atomique soviétique, dément les rumeurs de ventes à l'Iran et à la Libye. L'Ouzbékistan possède des gisements importants d'uranium. Au Kirghizstan, à Malissoy, ils existent des mines d'uranium à ciel ouvert. Or, depuis le départ des spécialistes russes, le site présente des problèmes importants car les éboulements dus aux pluies entraînent l'uranium dans les fleuves. Au Kazakhstan, plusieurs centaines de tonnes d'uranium sont extraites depuis 7 mines. Ce pays possède également deux usines pour la production d'oxyde d'uranium, une usine pour la production de combustible destiné au réacteur type VVR et RBMK, une centrale nucléaire qui fonctionne avec un réacteur BIN 350 pour désaniliser l'eau. Cette centrale, située à Manguishlak, fonctionne avec du minerai enrichi importé de Russie.

A la disparition de l'Union Soviétique, des milliers de scientifiques et de techniciens subissent une chute de leur niveau de vie. Cet état de fait augmente les possibilités de corruption et de dissémination de produit ou de savoir faire.

### 3.1.2 La drogue

La problématique de la drogue, relève du même principe : éviter de laisser un vide qui une fois occupé devient un risque pour les pays européens.

Le pavot est cultivé depuis toujours de manière traditionnelle dans la région. On le retrouve ainsi dans la préparation de la soupe, des gâteaux, en fumée ou en pharmacopée<sup>9</sup>. La production, qui n'a donc jamais pu être enrayée, explose avec la chute de l'Union Soviétique. Le phénomène est amplifié du fait de la défaillance voire de la complicité des Etats, de la guerre, de la crise économique qui génère la misère car le pavot est une culture à forte valeur ajoutée.

Ainsi, au Kazakhstan, 138 000 hectares de culture sont recensés dans la vallée de la Tchou. Au Kirghizstan, 60 000 hectares sont cultivés. Le Tadjikistan joue un rôle important dans le trafic du fait d'une frontière perméable avec L'Afghanistan.

Il convient à ce stade, du fait de cette frontière, d'évoquer la situation en Afghanistan. Dans ce pays, la production augmente pendant la guerre contre l'Union Soviétique. En 1994, l'Afghanistan devient le premier producteur mondial avec 2 800 tonnes d'Opium produites. En 1999, le chiffre atteint le pic de 4 600 tonnes pour retomber à 3 276 tonnes en 2000. En juillet 2000, suite à un rêve où il aurait entrevu que la sécheresse est un fléau que Dieu envoie aux Afghans à cause de la production de drogue, le Mollah Omar décrète l'interdiction totale de la production. En 2001, celle dernière tombe à 185 tonnes du fait de l'éradication dans les zones sous contrôle des Talibans. Dès la mi-octobre 2001, l'ensemencement reprend !

### 3.1.3 L'Islam

Les mouvements sont aujourd'hui une réalité qui ne représente pas une menace stratégique islamiste dans la région, menace qui semble pour l'Asie centrale se confiner à l'espace afghano-pakistanaï. Par contre, l'affirmation d'une telle menace peut constituer un prétexte pour Moscou pour reprendre pied militairement, stratégiquement et politiquement dans la zone sans heurter l'Occident. De plus, la misère ou des actions non modérées peuvent générer des rancœurs extrêmes et des ferments de violence contre l'Occident. Il appartient donc à l'Europe d'aider les nouvelles Républiques à gérer l'islamisme. Elle doit, dès lors, promouvoir la lutte contre l'islamisme radical, ce qui est une action compliquée. Cette lutte doit être menée par des musulmans modérés, par le combat contre la misère et l'exclusion. Plus que répressive, elle doit être culturelle et religieuse. Cela est d'autant plus important que

---

<sup>9</sup> Patrick KARAM, *Asie centrale : le nouveau grand jeu*. L'Harmattan, 2002.

la nature a horreur du vide. Par exemple, profitant de la période de libéralisation entre 1990 et 1992 de la région, des prédicateurs radicaux venus de l'étranger se sont installés.

Selon monsieur Olivier ROY<sup>10</sup>, il y a, actuellement, 3 types d'Islam dans la région : l'islam officiel mis en place par Staline avec des fonctionnaires sous contrôle du KGB, l'islam traditionnel avec des mollahs de villages, l'islam radical apparu dans les années 70.

Seuls le Tadjikistan et le Kazakhstan se proclament officiellement laïcs, les autres Républiques ne se prononcent pas. Cependant le retour officiel à des pratiques religieuses ainsi que le fait que des fêtes islamiques aient été déclarées fêtes nationales participent à la mise en place de ce qu'on peut considérer comme un islam officiel. Les cinq présidents ont fait au moins un pèlerinage à la Mecque et tous les Etats adhèrent à la conférence islamique soit de plein droit, soit avec le statut d'observateur. Toutes les Républiques ont nationalisé, avec son accord, le clergé officiel. De fait, les représentants du mufti de Tachkent se sont proclamés « muftis de la République ». Ce phénomène de nationalisation de l'Islam s'est donc mis en place, globalement, avec l'accord des autorités religieuses locales. Dans certains cas, cette « nationalisation » n'a cependant pas été sans heurts, le Mufti de Tachkent voulait au départ maintenir le caractère supranational des institutions religieuses héritées du système soviétique, au Tadjikistan et en Ouzbékistan il y a eu un bras de fer ponctuel entre le clergé officiel et les gouvernements. Aujourd'hui, les mollahs importants des grandes mosquées sont des fonctionnaires. Des comités pour les affaires religieuses, composés de laïcs, jouant le rôle d'un organisme de contrôle en exerçant une censure politique sur le clergé, sont en place. Le contrôle obligatoire des grandes mosquées s'adjoint de la création d'une université islamique d'Etat. L'Etat possède donc, dans le clergé, des relais qui tiennent des discours pro-gouvernementaux. Il n'y a pas systématiquement de lien entre ré islamisation et islam radical et politique. Cela peut être un Islam conservateur qui sert de relais au régime. Comme en Turquie la mise en place de cet islam modéré se fait au prix de concessions sur une ré islamisation de la vie sociale, par exemple en Turkménistan qui se proclame laïc, on est en voie de re légaliser la polygamie.

La période de libéralisation entre 1990 et 1992 de la région, qui s'est caractérisée en particulier avec l'absence de visas, a donc favorisé l'implantation de prédicateurs radicaux venus de l'étranger. ces prédicateurs étaient souvent liés à la ligue islamique mondiale et aux

---

<sup>10</sup> Les mouvements islamistes en Asie centrale, Revue de la défense nationale de Juillet 2001

mouvements des Tabliguis<sup>11</sup>. Des jeunes de la région ont obtenu des bourses ou des propositions de stages de formation dans des pays du Golfe ou au Pakistan. Cela a suscité un « bouillonnement » : apport d'argent pour la construction de mosquées, livres traduits, corans distribués. Sur le plan politique, ce phénomène ne s'est traduit que par deux zones d'agitation : la vallée de Ferghana en Ouzbékistan, la vallée de Garm au Sud du Tadjikistan. La radicalisation, liée au régionalisme, reste très limitée. En fait, une ré islamisation, plus politique, peut parfois se faire au niveau local avec la présence d'un prédicateur charismatique.

Cependant beaucoup d'anciens élèves de Hindurasti se sont retrouvés dans le parti de la renaissance islamique (PRI), dernier parti soviétique, qui s'oppose à la dissolution de l'URSS pour conserver une structure d'empire de façon à pouvoir regrouper tous les musulmans de l'ex-URSS. Ce PRI avait un programme très idéologique de type « Frères Musulmans » égyptiens : construction d'un Etat islamique, application de la charia...Le PRI comptait dans ses rangs des Caucasiens du Nord, des Tatars, des Tadjiks et des Ouzbeks. A l'automne 1991, ce parti se divise en branches nationales.

Au Tadjikistan, le PRI était le fer de lance de l'opposition « islamo-démocratique ». Après la guerre civile, ses membres sont chassés vers l'Afghanistan où ils se réorganisent militairement puis lancent des attaques vers le pays. Simultanément, ils participent à un processus de négociations sous l'égide de des Nations Unies, des Russes et des Iraniens. D'où, en 1997, un accord entre la faction néo-communiste du président Rakhmonov et l'opposition islamique. Le système mis en place fonctionne bien que les islamistes n'aient qu'un tiers des postes et un seul ministère d'autorité. La base de cette alliance repose sur le nationalisme tadjik car la population a perçu le risque lors de la guerre civile de la disparition du pays entre un Nord qui serait contrôlé, voire annexé par l'Ouzbékistan et un Sud qui sombrerait dans l'anarchie « afghane ». En 1997, le réflexe nationaliste, avant tout anti-Ouzbek avec des réalignements politiques, s'effectue sur une base ethnique : les anciens néo-communistes ouzbeks s'opposent au gouvernement de coalition alors que les mouvements tadjiks du Sud le rallient. L'évolution du PRI tadjik est donc « islamo-nationaliste ». Il existe une volonté d'islamiser la société, d'imposer la charia, mais dans une logique de politique nationale. Ce mouvement se coupe alors des autres, son soutien au commandant Massoud est à comprendre dans une perspective de solidarité ethnique car sur le plan idéologique il se rapproche plus des talibans. On peut noter que ce choix du nationalisme ethnique contre le

---

<sup>11</sup> organisation du sous continent indien qui prône une islamisation conservatrice et culturelle mais sans une expression politique directe

supranationalisme idéologique est le même que celui du Fis algérien, du Hamas palestinien, du Hezbollah libanais ou de la républiques islamique d'Iran.

En Ouzbékistan, les musulmans optent pour la voie inverse parce que la participation politique leur était interdite car le président Karimov a refusé de discuter avec l'opposition islamique. Les islamiques ouzbeks se sont donc installés aux côtés des talibans en Afghanistan et ont fondé le « Mouvement Islamique d'Ouzbékistan »<sup>12</sup>. Puis, à partir de l'Afghanistan, ils menacent le Sud du Kirghizstan. Ils lancent deux grandes attaques en août 1999 et en août 2000 avec pour objectif probable de s'emparer de l'enclave Ouzbek de Sour dans le but d'en faire un bastion pour attaquer le pouvoir Ouzbek dans la vallée de Ferghana. Ces évènements démontrent la complexité du jeu stratégique régional : le MIO a pu pénétrer en Kirghizstan grâce aux Tadjiks qui l'ont laissé passer. Après les combats, ces combattants ont été évacués du Kirghizstan vers l'Afghanistan par des hélicoptères de l'armée russe. Ce qui pose la question du jeu russe dans la région. En effet, il y a 20 000 gardes-frontière sur une frontière qui est facile à garder car le Piandj est une véritable frontière naturelle. Or, cette dernière est d'une grande porosité : passage d'hommes armés et de tonnes de pavot. Les gardes semblent servir, en fait, à bloquer des passages et en faciliter d'autres suivant les intérêts de Moscou. Les Ouzbeks sont donc très méfiants vis à vis du rôle joué par Moscou dans le développement de l'anarchie dans la région. Cela pourrait expliquer, au moins en partie, pourquoi les mouvements islamiques s'affirment plus comme des acteurs politiques et stratégiques avec une politique qui semble l'emporter sur l'idéologie.

Le Hizb-ut-Tahrir<sup>13</sup>, parti de la libération, est apparu en 1996. Au départ, les observateurs ont pensé qu'il s'agissait d'un nouveau MIO. En fait, ce parti, fondé en 1953 à Amman en Jordanie, était un mouvement islamo-nationaliste palestinien qui reprochait, à l'image du Hamas palestinien et aux Frères musulmans de ne pas se battre assez pour la libération de la Palestine. Réprimé par les régimes jordanien et syrien, il s'est replié à Beyrouth puis à Londres. Il change alors d'objectif pour devenir un mouvement transnational qui prône le rétablissement immédiat du califat sur le monde islamique. Très violent en parole, mais jouant uniquement sur la prédication, ce mouvement inquiète les autorités car il est insaisissable à la différence des autres acteurs dont on identifie les leaders et les bases sociales. Ses membres ne peuvent être classés suivant des critères ethniques, tribaux ou régionaux. Il semble, en fait, avoir un impact sur les jeunes acculturés et asociaux. Son impact réel est dur à mesurer mais la paupérisation, l'effondrement du système éducatif national, la

---

<sup>12</sup> MIO

<sup>13</sup> Il est surprenant de constater que le nom est en arabe

coupure croissante entre les régimes en place et la société, peuvent constituer un terreau favorable.

A l'image d'olivier ROY, Patrick KARAM<sup>14</sup> nuance le danger islamique pour peu que les ferments de la haine ne soient pas activés. D'un point de vue global, il affirme que La multiplicité de l'Islam implique que l'idée que l'islam peut unifier le monde musulman est une vue de l'esprit car en Algérie des musulmans massacrent d'autres musulmans, en Afghanistan, des factions musulmanes se combattent entre elles pour le pouvoir, l'Iran et l'Irak, deux pays à majorité chiite se sont fait la guerre.

De même, il faut constater que les musulmans « ex-soviétiques » sont divisés. Au recensement de 1989, il y avaient 55 millions de musulmans en URSS. 90 pour cent des musulmans de la CEI sont sunnites de rite hannafite. 85 pour cent sont turciques et parlent une langue dérivée du turque (Kazakh, Ouzbek, Turkmène, Kirghize), seuls les Tadjiks sont persanophones. Mais, l'appartenance ethnique ou clanique est prépondérante, aussi la multiplication des conflits intercommunautaires freine l'émergence d'un sentiment de solidarité musulman. Les conflits ethniques sont le théâtre de combats entre musulmans, comme à Osh en 1990 où les Ouzbeks affrontent les Kirghizes. Dans chaque République, l'ethnie dominante contraint les autres et le rôle de la religion reste secondaire.

En fait, en 1924, l'éclatement du Turkestan imposé par Staline en plusieurs Républiques a renforcé les clivages nationaux. L'Etat Nation est devenu un pôle d'identification pour leur diaspora ethnique, ce qui implique méfiance et haine pour les ethnies musulmanes concurrentes. C'était le but de Staline qui craignait la mobilisation pan islamique ou pan turque. Le but est atteint car la ré appropriation de l'Islam par les Républiques empêche la création d'un parti islamique transnational.

### 3.2 Une génération montante avide d'un nouveau modèle

Dans les réflexions stratégiques sur l'Asie centrale, il ne faut donc pas systématiquement considérer la région dans son ensemble mais bien comprendre que les pays ont évolué de manière individuelle avec des aspirations différentes. Ce qui caractérise la région aujourd'hui, c'est la faiblesse de l'Etat. Dans ce cadre, les pays se tournent naturellement vers l'extérieur et la Russie garde là une place importante. En dépit de son retard technologique et économique,

---

<sup>14</sup> Patrick KARAM, *Asie centrale : le nouveau grand jeu*. L'Harmattan, 2002..

la Russie détient la majorité des clés des pays de la région. Les Etats Unis sont face au problème de cohérence précédemment évoqué dans leurs objectifs : au niveau politique ils veulent instaurer la démocratie, au niveau économique ils veulent rendre possible l'exploitation et l'exportation de la manne pétrolière et gazière. De plus, ils évoluent dans un cadre contraignant entre la volonté de limiter l'influence russe et le refus actuel de traiter avec l'Iran.

Au delà de l'autoritarisme affirmé, des signes de changement témoignent de la recherche d'un nouveau modèle.

Cette volonté est d'abord sensible à travers une nouvelle référence au nationalisme. Du temps de l'Union Soviétique, le pouvoir était légitimé par la référence à l'idéologie marxiste-léniniste, à l'internationalisme soviétique, à la mise en avant du développement industriel et des progrès sociaux . Aujourd'hui la légitimation vient d'une référence à la nation et au nationalisme qui se traduit par la langue et la réécriture de l'histoire<sup>15</sup>.

Souvent le Russe reste la langue de communication mais il y a une promotion de la langue de l'ethnie dominante comme langue nationale, ce qui peut, par ailleurs, générer des problèmes avec les communautés minoritaires. Ainsi le Turkménistan décrète en 2000 l'obligation pour les officiels de s'exprimer en Turkmène. Par contre, le Kirghizstan, pour s'opposer à l'émigration des Russes qui passent de 900 000 en 1991 à environ 670 000 en 2000, promulgue en mai 2000 le Russe comme langue officielle au même titre que le Kirghize et annonce simultanément son intention d'accueillir les Kirghizes d'Afghanistan. Ceci démontre le paradoxe qui consiste à faire du Kirghizstan un foyer national pour tous les Kirghizes et en même temps ménager la population russophone qui a la compétence technique et économique. Ceci montre que l'Europe à un créneau à occuper. Le changement d'alphabet traduit également cette volonté. Alors que Kirghizstan hésite, que le Kazakhstan conserve l'alphabet cyrillique, l'Ouzbékistan et le Turkménistan adoptent l'alphabet latin et le Tadjikistan milite pour un retour progressif à l'alphabet arabo-persan. Ce nationalisme linguistique est quand même à nuancer car, en fait, il n'y a pas de retour au Persan ou au Turc mais plutôt maintien des différences et pratiques linguistiques introduites dans le cadre politique soviétique des nationalités des années 1920 et 1930.

Le deuxième trait qui marque la recherche d'un modèle est l'histoire, l'affirmation du nationalisme par la réinterprétation du passé. Si les élites formées à l'école soviétique du lien indéfectible entre l'ethnie et la Nation ont du mal à se référer à des entités politiques

---

<sup>15</sup> Mohammed REZA DJALILI, Asie centrale : nature et évolution des régimes politiques. Revue de la Défense Nationale, mars 2002

traditionnelles comme le Khanat<sup>16</sup>, l'Islam, les considérations ethnolinguistiques<sup>17</sup>, on assiste à un changement marquant avec la volonté de retour aux traditions anciennes. Celle-ci se traduit par la célébration de la fête du Nowrouz<sup>18</sup>, par des références à des personnages historiques comme Tamerlan, Ulu Bez ou Babour en Ouzbékistan, à des poètes comme Navoi en Ouzbékistan ou Roudaki au Tadjikistan, à des dynasties glorieuses à l'image des Samanides au Tadjikistan.

### 3.3 Marquer les ambitions des grands voisins

Face à la menace islamiste même si elle est à nuancer, à la minorité russe qui revendique, par exemple, au Kazakhstan, par l'intermédiaire d'un « parti russe » et au nom d'une représentation de 30 pour cent de la population, une représentation proportionnelle russe dans les organes gouvernementaux, face à la détérioration des conditions économiques et sociales qui contribue à diminuer la légitimité de l'Etat, le processus de construction de ce dernier reste difficile. L'Etat ne parvenant pas à assumer ses fonctions, il y a un appel vers l'extérieur. Cela se traduit, au Tadjikistan, par la signature, le 15 mai 1992, du traité de sécurité collective de la CEI et la demande du maintien des troupes et des gardes-frontière russes. Le Kazakhstan développe une coopération avec la Russie pour gérer sa minorité russe. Tous les pays encouragent les investissements étrangers pour favoriser le développement économique et social. Ces appels incitent les interventions américaine mais également russe, turque ou iranienne. Au delà de l'aide à apporter, les intérêts extérieurs s'affirment : logique néo-impériale, stratégie pan turquiste, mouvements pan islamistes, volonté d'hégémonie mondiale. L'Europe ne peut se tenir en marge des ambitions affichées.

#### 3.3.1 Le jeu russe : entre nostalgie et réalisme

Economiquement, la Russie a besoin de l'Asie centrale pour les matières premières et pour écouler ses produits. Politiquement et militairement, l'importance de ces territoires est évidente pour Moscou. L'idée est donc de maintenir les avantages stratégiques, économiques, politiques et militaires quand cela est possible en ne consentant plus les sacrifices financiers d'antan. Sur le plan militaire, le Caucase est considéré comme la menace essentielle pour la stabilité et reçoit en priorité des troupes russes, en Asie centrale Moscou ne peut et ne veut

---

<sup>16</sup> principauté pré-moderne fondée sur la loyauté dynastique

<sup>17</sup> pour les historiens soviétiques l'ethnie est un invariant de l'histoire, ceci implique une simplification abusive qui s'oppose à une réécriture de l'histoire

<sup>18</sup> nouvel an iranien

plus assurer seul le fardeau du maintien de la paix. L'élément démographique est également à prendre en compte dans le devenir de l'empire russe. La comparaison des recensements de 1979 et de 1989 met en relief la formidable progression démographique des musulmans comparée à l'apathie des régions slaves.

Les Républiques sont encore dépendantes de la Russie sur les plans économique et sécuritaire mais elle affirment clairement leur indépendance sur le plan politique. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan se dirigent vers une indépendance qu'ils veulent irréversible chacun avec une approche particulière mais dont la réalité sera en fin de compte arbitrée par la définition que la Russie aura de ses intérêts de grande puissance.

L'arrivée de Wladimir Poutine marque un nouveau dynamisme de la diplomatie russe après 10 ans de modération<sup>19</sup>. Or, les pays d'Asie centrale sont ceux qui se sont le plus éloignés. Aussi, la première démarche de Wladimir Poutine est diplomatique. En décembre 1999, il se rend en Ouzbékistan qu'il qualifie de partenaire stratégique. En mai 2000, il va en Ouzbékistan, au Turkménistan puis participe au sommet des « cinq de Shanghai »<sup>20</sup>. En Asie centrale, dans l'optique de l'affichage de la lutte contre l'islamisme, la conjoncture est favorable à la Russie. En effet, la multiplication d'attentats meurtriers à Tachkent en 1999, l'émergence du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, les conséquences du 11 septembre 2001 permettent l'affichage d'une préoccupation face à un complot islamiste le long d'un arc s'étendant du Kosovo aux Philippines en passant par la Tchétchénie et l'Asie centrale. Réel ou imaginaire, ce danger islamo-terroriste a servi de ciment à la relation entre ces pays et la Russie.

La menace du fondamentalisme islamique continue d'obséder la Russie. La société russe compte des millions de musulmans, elle a constamment évolué au contact de l'islam, elle est cependant restée viscéralement anti-islamique. L'islam a été instrumentalisé par les soviétiques. Ainsi, sous Brejnev, on tente de reconstituer des cadres religieux et une intelligentsia musulmane crédible afin de donner une caution musulmane au régime soviétique. Cependant au moment de la perestroïka, beaucoup profitent des subsides d'organisations islamiques pour affirmer un islam plus radical. Dès le départ, l'islam est pris à partie par les autorités qui favorisent le renouveau de la religion orthodoxe. Cette politique favorise une radicalisation de l'islam car les plus radicaux gagnent auprès des masses la réputation de défenseurs de leurs droits nationaux et de militants pour le renouveau de la

---

<sup>19</sup> Robert EBEL, de l'Asie centrale au GUUAM : la relance de la diplomatie russe. Revue de la Défense Nationale, septembre 2001.

<sup>20</sup> La Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan se réunissent régulièrement depuis 1996, date d'une première rencontre à Shanghai destinée à régler des problèmes de frontières.

religion de leurs ancêtres. Des prédicateurs étrangers et des représentants d'organisations islamiques sillonnent l'Asie centrale. La révolution iranienne, la défaite d'Afghanistan, la guerre au Tadjikistan, les événements du Caucase montent une presse prompte à dénoncer les méfaits de l'Islam. L'inquiétude russe vient, en fait, de l'irrésistible déclin démographique des Slaves face au dynamisme des musulmans. Aujourd'hui, les musulmans représentent 20 à 25 pour cent de la population totale de la CEI. En 2025, la population d'Asie centrale devrait avoir doublée, passant à 108 millions. En Russie, à cette même date, un tiers des habitants seront musulmans.

Un débat oppose, dès la fin de l'URSS, le ministère de l'économie et des finances à celui de la défense sur l'attitude à adopter vis à vis des Républiques. Le premier prône un rejet en s'appuyant sur le postulat que le développement de la Russie est entravé par la charge qu'elles représentent. Les militaires pensent qu'il est plus facile de défendre sur 2 000 kilomètres les frontières de l'Asie centrale avec la Chine, l'Afghanistan et l'Iran plutôt que d'en créer des nouvelles trois fois plus étendues. La difficulté pour l'armée russe est d'assurer la sécurité de nombreuses populations slaves mais également le coût exorbitant de la création de nouvelles frontières qui se chiffrerait en milliards de dollars pour une Russie déjà exsangue. De plus, plusieurs années seraient nécessaires pour mettre en place des frontières dont le tracé n'est pas établi. Comme l'importante minorité russe du Kazakhstan ne peut accepter une frontière qui la séparerait de la mère patrie, la question pourrait se régler au détriment de l'intégrité territoriale du Kazakhstan. Enfin, les militaires pensent que les républiques restent une tête de pont vers l'Asie du Sud qu'il ne faut pas abandonner. Vladimir Poutine tranche en affirmant la volonté de la Russie de réaffirmer son autorité sur ses anciennes colonies.

La prise de conscience qu'une situation instable dans un seul pays pourrait déstabiliser l'ensemble de la région, avec en particulier la menace de l'arrivée d'importantes minorités russes qui pourraient affluer vers une Russie incapable de les prendre en charge économiquement milite également pour un interventionnisme. Désormais, pour Moscou, la clef de la stabilité se trouve dans des régimes autoritaires capables de maintenir l'ordre dans leur territoire avec néanmoins l'incertitude sur leur pérennité et le risque de favoriser des mouvements politiques plus radicaux.

La constitution de forces armées nationales dans les Républiques est gênée par la faible formation militaire des populations autochtones. Les officiers et les spécialistes sont slaves, l'équipement est russe. En aidant à la construction de ces armées, Moscou pérennise son influence. Car, pour Moscou, il y a de nombreux enjeux stratégiques dans la région : Les 1 400 kilomètres de frontières tadjiko-afghane sont essentiels pour la sécurité en protégeant de la contagion islamiste, du développement de tous les trafics d'armes et de drogue qui transitent par le triangle Afghanistan, Pakistan, Chine. Le Kirghizstan qui dispose de mines d'uranium convoitées par la Chine possède une longue frontière avec l'ennemi héréditaire. Le Turkménistan, où était concentré l'essentiel des troupes soviétiques d'Asie centrale en raison de sa longue frontière avec l'Iran et l'Afghanistan est un élément clé dans le verrouillage des frontières de la CEI. L'Ouzbékistan est le pivot de la stabilité dans la région. Ses minorités disséminées dans les territoires voisins et sa position stratégique au centre de l'Asie centrale lui permettent de projeter son influence et d'exercer des pressions sur le Kirghizstan, le Turkménistan, le Tadjikistan et même l'Afghanistan avec le général Dostom. Le régime de Karimov, pro-russe, constitue la première ligne de défense contre l'avancée du fondamentalisme et les risques de fragmentation ethno nationaliste. Cependant, la Russie s'applique néanmoins à brider son allié. Ainsi, lorsque l'Ouzbékistan appuie en catimini une rébellion au Tadjikistan à Leninabad en 1998, la Russie transporte des troupes tadjiks pour mater la rébellion. Le Kazakhstan est d'un intérêt vital. Avec une longue frontière commune, il constitue un tampon idéal entre les chrétiens slaves et le monde turco-musulman. 40 pour cent de l'uranium de l'URSS y étaient extraits. Il possède les métaux rares nécessaires à la force de frappe, les lacs aux profondeurs permettant des expériences de pression sur les hommes et sur les éléments des sous-marins, des réacteurs nucléaires à Kourchatov dont un réacteur de recherches militaires tenu par les Russes. Le centre spatial de Baïkonour ne peut être remplacé faute de financement. L'espace kazakh était un vaste champ d'expérimentation et d'exercice pour l'armée soviétique et permettait tous types de tests de missiles dans l'espace dans toutes les conditions. Devant ces avantages, les Russes gagnent du temps en attendant un changement des conditions politiques.

La présence militaire russe assure la stabilité de l'Asie centrale. Au Tadjikistan, elle empêche une extension de l'instabilité et décourage les appétits des pays voisins. Elle offre à la Russie une tête de pont pour préserver son influence dans la partie sud de l'Asie.

La Russie applique la vieille recette « diviser pour régner ». Les Républiques doivent gérer plusieurs types de contradictions : la lutte entre dirigeants et oppositions laïque ou religieuse, la concurrence au sein même du pouvoir divisé en clans, les conflits de nationalités qui peuvent déboucher sur des confrontations avec les Etats voisins. La Russie arbitre ces contradictions. Elle peut créer de toutes pièces une opposition politique, susciter des conflits interethniques. En Asie centrale, Moscou est obsédé par la stabilité, c'est ce qui motive son intervention au Tadjikistan et lui fait accepter les opérations américaines dans la région. Les minorités russes seraient certainement les premières à pâtir de conflits ethniques, aussi Moscou reste très prudent avant de jouer les apprentis sorciers. Moscou joue la conjoncture régionale, en agitant la menace chinoise pour détourner l'attention des nationalistes divers elle espère clore le débat sur son hégémonie. Les Républiques craignant l'aventurisme de la Chine, recherche la protection de l'ancien colonisateur.

La politique économique russe vise aux satisfaction de ses propres intérêts aux dépends d'une solidarité nécessaire pour maintenir une présence puissante. Les Républiques n'avaient pas le droit d'accéder au marché mondial seules, cela se traduit aujourd'hui par un déficit de lignes de communication. L'indépendance a peu modifié cela et la Russie importe et traite les matières premières en imposant ses prix. La spécialisation du travail à l'intérieur de l'URSS a entraîné une dépendance de type colonial qui persistera dans les structures économiques pendant plusieurs décennies. A l'exception du Turkménistan, la Russie demeure le principal partenaire commercial des Républiques. Confrontée à ses propres difficultés économiques, la Russie réduit son aide à l'étranger.

Le chacun pour soi russe se conjugue avec une volonté farouche d'empêcher le désenclavement de ses anciennes colonies. Ouvertes au Nord par les immenses plaines du Kazakhstan, ceinturées au Sud et à l'Est par l'Iran, l'Afghanistan et la Chine, les Républiques sont orientées vers la Russie comme marches de l'Empire et pourvoyeuses de matières premières. Les massifs montagneux des monts Elbrous à l'Ouest et Pamir à l'Est ne facilitent pas l'établissement de voies de communication en dehors de l'Empire. Cet enclavement pénalise particulièrement les pays producteurs d'énergie dans l'impossibilité d'exporter sans l'accord de la Russie chez qui transitent les tubes et qui est actionnaire majoritaire du réseau de gazoduc et d'oléoducs qui transporte les matières. Au travers du monopole de distribution qu'elle détient, la Russie détermine les quotas de vente hors CEI et fixe les prix pratiqués à l'intérieur de la CEI. Par exemple, en 1997 et 1998, le Turkménistan se trouve dans l'impossibilité d'exporter ses ressources en gaz faute d'un accord avec la compagnie russe

Gazprom. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement turkmène doit se plier au diktat de Gazprom et accepter un prix de vente à 36 dollars les 1000 m<sup>3</sup> au lieu des 40 voulus.

Face à ce chantage et aux besoins des Républiques, l'Europe peut proposer une alternative économique qui serait certainement rentable pour les deux parties prenantes.

### 3.3.2 Le jeu iranien

A la disparition de l'URSS, l'Iran retrouve une partie de sa zone d'influence. En effet, 1740 kilomètres de frontières s'ouvrent dont 630 de frontière maritime avec la Caspienne et une importante frontière avec le Turkménistan, Ils existent des affinités ethniques et culturelles avec la région car 15 millions d'Azéris et 1 million de Turkmènes vivent en Iran. Mais, la discontinuité territoriale avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ne facilite pas l'influence dont les Tadjiks, ethniquement proches, et les grandes métropoles persanophones que sont Samarcande et Boukhara, parties intégrantes du patrimoine historique iranien, auraient pu être les vecteurs.

La carte que devrait jouer l'Iran pourrait être celle de la solidarité ethnique avec les Tadjiks ou celle du rassemblement musulman derrière un projet islamique mais Téhéran reste prudent. Prudent sur la carte ethnique du fait d'un risque d'explosion intérieure, la moitié de sa population n'est pas persane et le ciment de l'Iran moderne depuis le 16<sup>ième</sup> siècle n'est pas l'ethnie mais le chiisme. Prudent sur la carte de l'Islam car l'identité chiite de l'Iran est en perte de vitesse du fait de la démographie, ce qui ne suscite pas l'envie de financer des musulmans centrasiatiques à majorité sunnites. L'utilisation de la carte de l'Islam ferait, en fait, le jeu des Saoudiens.

La véritable politique d'influence doit répondre aux désirs d'expansion d'un Etat. Or avec une augmentation de population de plus d'un million et demi par an, des taux de chômage et d'inflation très élevés, une part importante du revenu pétrolier dévolu au budget de la défense, l'Iran ne peut investir ou aider massivement les pays du Caucase ou d'Asie centrale.

En fait, Téhéran se montre actif en Azerbaïdjan (un Azerbaïdjan puissant et économiquement développé qui tomberait sous l'influence de la Turquie serait une menace à travers les revendications culturelles et politiques de l'importante communauté azérie d'Iran dont 60 pour cent ne parle pas Persan) et pragmatique voire attentiste en Asie centrale. Depuis la mort de l'ayatollah Khomeiny, l'Iran concentre ses efforts sur son propre redressement économique et technologique et réduit drastiquement l'aide aux mouvements islamiques. Ceci

est renforcé par la volonté de rapprochement avec la Russie qui se traduit notamment par des contrats d'armement.

Cependant, Téhéran conduit une politique réaliste et économique qui répond aux impératifs de désenclavement des Républiques pour évacuer leurs produits énergétiques. L'Iran constitue un débouché potentiel et un point de passage obligé pour les exportations.

### 3.3.3 Le grand écart turc

Depuis l'indépendance des Républiques qui ont des minorités turcophones, la Turquie aspire ouvertement à devenir une puissance régionale. Elle s'appuie sur son poids démographique<sup>21</sup>, une armée puissante et en cours de modernisation, sa maîtrise de l'eau, en particulier des eaux du Tigre et de l'Euphrate. Les pays musulmans abandonnent les uns après les autres l'alphabet cyrillique au profit de l'écriture latine en cours en Turquie, en dépit du forcing de l'Iran pour faire adopter les caractères arabo-persan. Cela montre bien que les Républiques entendent se rapprocher du monde occidental et s'intégrer au reste du monde. Encore un signe qui prouve que l'Europe a une carte à jouer dans la région. D'autant plus que cette présence turque est fortement encouragée par les Etats Unis, il faut donc bien se positionner en termes de secteurs à occuper. Ainsi, Washington fournit un appui économique, militaire et diplomatique total à Ankara en tant que garde-fou face à la menace intégriste iranienne. Islam laïcisé, ouverture sur la technologie occidentale sont des critères d'importance pour miser sur la Turquie pour les Etats Unis. Des accords de coopération et de formation de cadres militaires sont passés avec la plupart des Républiques dans le cadre du « partenariat pour la paix » de l'OTAN.

En Octobre 1992, un sommet à Ankara entre la Turquie et les Républiques turcophones post-soviétiques que sont l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan permet de sceller une nouvelle union. Le 19 octobre 1994 : ces pays constatent : « les liens particuliers qui unissent leurs peuples du fait d'une histoire, d'une langue et d'une culture communes », affirment une volonté de renforcer leurs relations dans les domaines culturel, politique et économique, affichent une indépendance vis à vis de Moscou. Cette coopération est effective : l'investissement public et privé turc dans les Républiques représentent 6,5 milliards de dollars en 1993. Les secteurs les plus actifs sont ceux des télécommunication, de l'énergie, du textile, de la construction et du transport. La

---

<sup>21</sup> 60 millions d'habitants avec une croissance démographique de 2,16% par an.

Turquie est le deuxième investisseur en Ouzbékistan après les Etats Unis. La présence des entreprises turques culmine au Turkménistan avec plus de 700 millions de dollars d'investissement dont 450 dans le seul domaine du textile. La Turquie possède les technologies modernes et la connaissance des marchés internationaux, le Turkménistan offre un coton de bonne qualité et des moyens énergétiques abondants. Ankara considère l'Asie centrale comme un immense débouché pour son industrie nationale et une source substantielle de matières premières comme le pétrole, le gaz ou le coton. Sur le plan culturel, la Turquie édite des ouvrages destinés à être diffusés dans les Républiques turcophones et accueille 10 000 étudiants pour s'initier à l'économie de marché. En 1996, l'Ouzbékistan compte 500 écoles turques. Ankara a ouvert une chaîne de télévision par satellite qui diffuse 500 heures de programmes hebdomadaires à destination des Républiques.

Par ce rapprochement, la Turquie vise donc à créer un espace de stabilité politique régionale. Elle apparaît comme un tremplin de l'aide et des investissements occidentaux. Istanbul a supplanté Moscou comme point de passage obligé des liaisons aériennes pour l'Asie centrale. De plus, Ankara se veut le promoteur d'un « islam turc » modéré pour prévenir dans ces Etats le risque de dérapage d'un Islam radical. La Turquie laïque utilise la carte de la religion pour implanter et développer son influence auprès des populations qui lui sont proches ethniquement. Pour promouvoir son modèle islamique, elle s'appuie sur ses 9 facultés de théologie musulmane qui forment des imams et sur ses 380 madrasas<sup>22</sup>. De plus, les vakifs<sup>23</sup> sont très actives sur le terrain en apportant des subventions, canalisant l'aide, scolarisant les enfants, attribuant des bourses aux étudiants, ouvrant des écoles et des centres culturels. Toutes les ambassades turques comprennent un conseiller religieux chargé de coordonner les aides destinées aux mosquées et de jouer les intermédiaires entre les instances dirigeantes de l'Islam et les deux pays.

Ankara effectue en fait un grand écart permanent entre une arrière cour proche ethniquement, l'Europe qu'elle souhaite intégrer, les Etats Unis qui demeurent le principal allié, ses rêves de gloire passée de l'époque ottomane.

Bien qu'elle aille à l'encontre des idées d'Atatürk, fondateur de la Turquie moderne qui veut moderniser cette dernière dans ses limites anatoliennes, l'idée d'une grande Turquie est ancienne. Dès 1910 des intellectuels veulent rénover l'empire Ottoman en s'appuyant sur l'Allemagne. Aujourd'hui, ce sentiment perdure en filigrane, en décembre 1991, le président turc Ozal déclare « l'avenir est à nous. Les 60 millions de Turcs d'Anatolie ne font pas peur

---

<sup>22</sup> écoles coraniques

<sup>23</sup> fondations privées

dans la politique mondiale, une force de 270 millions l'infléchirait », En 1992, le premier ministre, monsieur Suleiman Derimel affirme « on ne peut nier qu'il existe un monde turc qui s'étend de l'Adriatique à la muraille de Chine ». Cette union des pays turcophones est, bien entendue redoutée par les Tadjiks, de langue iranienne, et la Russie. L'inquiétude des Russes est alimentée par l'influence des mouvements ultra nationalistes turcs qui réclament l'expulsion des Russes des Républiques peuplées de Turcophones pour créer un Turkestan. Le symbole de ces mouvements est le loup gris, animal totémique des Turcs d'Asie centrale avant l'Islam.

La crainte qui consiste à penser que lasse de frapper à la porte de l'Europe, la Turquie soit tenter de constituer son propre espace dans lequel il y aurait moins de place pour la laïcité et où les liens avec l'Occident se distendraient du fait des courants nationalistes et religieux est cependant à modérer. Le prestige de la Turquie en Asie centrale est, en effet, largement du à ses liens avec l'Occident. De plus le pan turquisme est un concept étranger à l'Asie centrale voire à la Turquie qui mène plus une politique d'influence tous azimuts que pan turquiste, Ankara concentre ses efforts sur l'Azerbaïdjan et délaisse un peu l'Asie centrale qui est considérée comme un fardeau. De même, dans l'opinion publique turque, la cause des musulmans d'Asie centrale est moins populaire que celle des Azéris, des Tchétchènes ou des Bosniaques. Enfin, certains facteurs compliquent la donne, distance, discontinuité territoriale, différence de langues<sup>24</sup>.

### 3.3.4 Le jeu chinois : un revers majeur

L'Asie centrale devient dès 1990, un axe stratégique majeur pour la Chine désireuse de marquer des points contre le grand rival américain.

A la dislocation soviétique, la Chine qui possède 1 700 kilomètres de frontières avec les Républiques musulmanes d'Asie centrale renforce son dispositif militaire à la frontière du Xinjiang, craignant une contagion de l'indépendance à ses propres turcophones ou l'extension du fondamentalisme islamique aux populations musulmanes chinoises. La crainte majeure concerne le sentiment national potentiel des populations Kazakhes, Kirghizes et surtout Ouïgoures.

La région autonome Ouïgoure du Xinjiang compte 8 millions d'Ouïgours, 1 million de Kazakhs, 600 000 Doungans<sup>25</sup>, 250 000 Kirghizes. Le morcellement administratif du territoire

<sup>24</sup> un Turc comprend l'Azéri, un peu l'Ouzbek et le Turkmène, pas du tout le Kazakh ou le Kirghize

<sup>25</sup> chinois musulmans

qui se fait à égalité entre minorités, diviser pour mieux régner, se fait donc au détriment des Ouïgours. De plus, les Ouïgours, sunnites, sont restés très attachés à leur religion. Deux organisations secrètes ont entamé une lutte pour l'indépendance en utilisant le facteur religieux comme éléments d'identification face aux Hans. Les moyens d'action passent par la destruction d'infrastructures (chemin de fer, autobus...). Or le Xinjiang occupe une position stratégique entre la Mongolie, la CEI, l'Afghanistan, le Pakistan, le Tibet et l'Inde, redoutable concurrente de la Chine. Cette région sert aux expériences balistiques et nucléaires, à Lob Nor, ce qui posent des problèmes écologiques importants. L'enjeu pour la Chine est tel qu'elle surveille attentivement les activités des Ouïgours à l'étranger. La diaspora ouïgour s'est implantée au Kazakhstan (200 000 personnes), au Kirghizstan (50 000 personnes), en Ouzbékistan, au Turkménistan, en Turquie et en Arabie Saoudite. Cependant, la prudence des autorités centrasiatiques est de mise pour ne pas froisser le grand voisin. Ainsi, début 1993, le ministre de la justice du Kazakhstan déclare que l'organisation de libération de l'Ouïgourstan n'est pas enregistrée parce que ce pays n'existe pas et que son gouvernement ne reconnaît que la région autonome ouïgour du Xinjiang. La visite du premier ministre Li Peng à Almaty du 25 au 28 avril 1994 permet la signature d'un accord historique mettant fin au différent sur le tracé de la frontière héritée du traité de Tachent en 1864. Le 27 septembre 1997, le président Nazarbaev et Li Peng signe un important accord pétrolier. Accord qui prévoit la construction de deux oléoducs.

La stabilité de l'Asie centrale devient une préoccupation centrale pour la Chine qui aura besoin d'importer 100 millions de barils de brut vers 2010. Bichkek table également sur l'approfondissement des relations économiques. Le Kirghizstan estime qu'à terme la Chine peut devenir son principal partenaire commercial.

L'ouverture en 1990 du chemin de fer trans-eurasien à travers l'Asie centrale favorise un mouvement important de personnes et de marchandises. Un demi million de Chinois auraient émigrées dont 325 000 au Kazakhstan, 100 000 en Ouzbékistan, 75 000 au Kirghizstan. Cela provoque une crainte contre la poussée démographique chinoise. Aussi, les Républiques commencent à considérer la Russie comme un contre poids nécessaire à la Chine. Fragilisées par la crise économique, négligées par l'Occident, elles voient dans une alliance, même déséquilibrée, un moyen de contenir les ambitions chinoises, une opportunité économique et de désenclavement, une carte dans leur jeu avec les américains. Les manœuvres militaires en août 1994 au Kazakhstan ont pour thème une invasion chinoise. Le sentiment d'insécurité kirghize est encore plus prononcée car la Chine ne reconnaît pas la frontière commune.

L'émergence d'un nouveau rival américain dans la région précipite le rapprochement sino-russe, en particulier sous l'impulsion de Pékin. Différentes mesures visent à réduire les tensions aux frontières communes : échange d'informations concernant les déploiements de forces militaires, notification préalable des manœuvres à proximité de la frontière, réduction des exercices militaires et inspections mutuelles. Le 24 avril 1997, un nouvel accord est signé à Moscou, instaurant un seuil pour les forces terrestres, aériennes tactiques et de défense aérienne déployée à 100 kilomètres de part et d'autre de la frontière.

Ceci dit, Pékin pourrait également jouer un double jeu en alimentant les mouvements musulmans pour provoquer le rassemblement des Etats fragilisés sous les auspices chinois. En effet, les gains attendus d'une arrière cour à vocation anti-américaine, voire anti-russe sont plus importants que les risques de déstabilisation du pays Ouïgour. Ainsi, du temps des Talibans, une coopération économique et technique se met en place, notamment dans les domaines hydrauliques et miniers. L'ambassadeur de Chine au Pakistan est le seul diplomate non musulman à être reçu en 2000 par le Mollah Omar.

Cette attitude évolue du fait de la nouvelle recomposition issue du 11 septembre 2001 qui révèle la fragilité des relations chinoises avec l'Asie centrale. Les Etats Unis s'implantent au Pakistan, ce qui risque d'y marginaliser Pékin. Aussi la Chine est contrainte de se démarquer des Talibans et exagère la présence de combattants ouïgours en Afghanistan pour se plaindre du terrorisme international au Xinjiang. Les Républiques offrant des facilités logistiques aux Américains, la volonté de Pékin de continger l'influence de Washington dans la région est mise à mal. De plus, la Russie maintient un important partenariat avec l'Inde, joue sur les peurs que suscitent l'immigration chinoise dans la région, renoue un dialogue stratégique avec les Etats Unis. Or, son développement économique rend la Chine dépendante de ses importations d'énergie. L'arrestation au printemps 2000, en Tchétchénie de combattants ouïgours formés en Turquie, pays membre de l'OTAN, confirme pour Pékin la thèse d'un complot américain qui viserait à couper la Chine de ses marches occidentales du Tibet et du Xinjiang afin de la couper de ses réserves d'hydrocarbure et de la priver d'une profondeur stratégique en cas de conflit de conflit avec Taiwan.

La Chine aura à cœur de regagner son influence perdue. Les liens se poursuivront avec le Pakistan. Le groupe de Shanghai risque de devenir le principal outil chinois pour contrebalancer l'influence américaine en Asie centrale comme le montre la réunion du 7 janvier 2002 qui porte sur l'avenir de l'Afghanistan, la lutte contre les extrémismes religieux, le séparatisme et le terrorisme.

## Conclusion

Dix ans d'indépendance en Asie centrale : cet anniversaire ne doit pas seulement conduire à dresser un premier bilan, il invite aussi à tourner le regard vers l'avenir. Les nombreuses contraintes qui continuent de peser sur les Etats indépendants, l'enclavement, les facteurs démographique, politique, stratégique et économique ne doivent pas occulter le fait que le processus d'affirmation de la souveraineté des nouvelles Républiques apparaît désormais irréversible.

L'histoire et la géographie semblaient vouer « le milieu des Empires » à demeurer le champ clos des influences et des rivalités extérieures. Les nouvelles Républiques ont su se dégager de l'ombre portée des grandes puissances.

Les enjeux économiques, politiques et stratégiques en Asie centrale pour l'Europe sont donc immenses car il s'agit bien de répondre à l'appel des cinq Républiques pour sauver ces peuples de leur misère et de leur retard. En effet, si l'Europe n'implante pas activement ses valeurs et sa culture auprès des élites, si elle se refuse à l'intégration commerciale et aux investissements alors la région sera en proie aux menaces transverses ou sous la coupe exclusive de ses grands voisins.

Dans le grand jeu qui se poursuit entre la Chine, les Etats Unis, la Russie qui doit articuler sa présence en complémentarité et non en remplacement de celle de l'Occident, L'Europe doit donc trouver sa place.

Enfin, les intérêts de la France dans la région supposent une présence plus dynamique. Les atouts dont notre pays dispose dans la région<sup>26</sup> ne constituent en rien des acquis. Les années qui viennent risquent d'effacer ce legs de l'époque soviétique si la France n'enraie pas la lente érosion des moyens dévolus à notre coopération. Paris ne peut se désintéresser de cette région qui présente des perspectives de développement prometteuses. Sa stabilité dans une zone de grande tension constitue le meilleur frein aux mouvements extrémistes, mais aussi aux trafics de drogue dont l'Europe est la destination finale. Le renforcement de cette présence peut s'articuler autour d'une densification du dialogue politique, d'un programme de formation des élites, de la mise en place de relais d'influence durables. Quelques domaines

---

<sup>26</sup> la présence de 400 000 francophones en Ouzbékistan et de 100 000 au Kazakhstan.

d'action où la France dispose d'une réelle expérience pourraient être privilégiés, en particulier le secteur pétrolier où l'effort public peut être complété par un apport financier privé. Enfin, le développement de ces pays, sur lesquels il apparaît raisonnable de miser, suscite de nombreux besoins, notamment dans les domaines où la France paraît bien placée : eau, ressources minières, infrastructures....

Il serait dommage que la France ne réponde pas à l'appel de ces voix qui, depuis dix ans, ont su s'affirmer.

# ANNEXES

## Annexe 1 : Carte politique de la RUSSIE et de l'ASIE CENTRALE



## Annexe 2 : Carte politique des puissances régionales



Annexe 3 : Carte politique de l'OUZBEKISTAN





Annexe 5 : Carte politique du KAZAKHSTAN



Annexe 6 : Carte politique du KIRGHIZISTAN



Annexe 7 : Carte politique du TADJIKISTAN



## Annexe 8 : Carte des projets d'oléoducs



## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages :

- René CAGNAT, le milieu des empires. Entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale. Robert Laffont ,1990.
- Jean et André SELLIER, Atlas des peuples d'Orient, Moyen Orient, Caucase, Asie centrale. La découverte, 1993.
- Vincent FOURNIAU, l'histoire de l'Asie centrale. Coll que sais-je ?, PUF, 1994.
- Olivier ROY, la nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations. Le Seuil, 1997.
- Olivier ROY, l'échec de l'islam politique. Le Seuil, 1992.
- Olivier ROY, l'Asie centrale contemporaine. Coll que sais-je ? PUF, 2001
- CHUVIN Pierre, Asie Centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam, Paris, le Monde, 1998
- Patrick KARAM, Asie centrale : le nouveau grand jeu. L'harmattan, 2002.

### Articles :

- René CAGNAT, Asie centrale : le très grand jeu. Revue de la Défense Nationale, mars 2001.
- Mohammed REZA-DJALILI, Asie centrale : nature et évolution des régimes politiques. Revue de la Défense Nationale, mars 2001.
- Olivier ROY, les mouvements islamistes en Asie centrale. Revue de la Défense Nationale, juillet 2001.
- Victor Yves GHEBALI, le rôle de l'OSCE en Asie centrale. Revue de la Défense Nationale, juillet 2001.
- Robert EBEL, la politique US en Asie centrale, inchangée mais souple. Revue de la Défense Nationale, septembre 2001.
- Olivier ROY, des ethnies aux nations en Asie centrale. Revue de monde musulman et de la méditerranée, janvier 1992.
- Rapport d'information du Sénat n°320 (2000/01) - Commission des Affaires Etrangères : « L'Asie centrale : 10 ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan », 10 mai 2001
- Asie centrale. Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Turkménistan, dossiers pays. Editions du centre français du commerce extérieur, 1998.

- Cahiers d'Asie centrale, revue de l'institut français d'Etudes sur l'Asie centrale. Edisud, 1996-1998.

#### Sites Internet

- [http://www.stratisc.org/strat/strat\\_063\\_OLCOTT.html](http://www.stratisc.org/strat/strat_063_OLCOTT.html)
- <http://www.senat.fr>
- <http://www.lemonde.fr>
- <http://sources.asie.free.fr>

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	1
Introduction	2
1 Etat des lieux	5
1.1 La complexité d'une identité façonnée par la géographie et l'histoire	5
1.2 Une transition politique dans la continuité	11
1.3 Des économies de tiers monde, l'appel d'air vers l'extérieur	13
1.4 L'arrivée des Etats Unis, un nouveau grand jeu ?	15
2 Les enjeux économiques :	17
2.1 Hydrocarbures : un jeu économique dans lequel l'Europe doit se positionner	17
2.2 D'autres ressources moins médiatisées	20
3 Enjeux politiques	21
3.1 La nécessité de combattre les menaces transverses à la source	21
3.1.1 Le nucléaire	22
3.1.2 La drogue	23
3.1.3 L'Islam	23
3.2 Une génération montante avide d'un nouveau modèle	27
3.3 Marquer les ambitions des grands voisins	29
3.3.1 Le jeu russe : entre nostalgie et réalisme	29
3.3.2 Le jeu iranien	34
3.3.3 Le grand écart turc	35
3.3.4 Le jeu chinois : un revers majeur	37
Conclusion	40
ANNEXES	42
Annexe 1 : Carte politique de la RUSSIE et de l'ASIE CENTRALE	42
Annexe 2 : Carte politique des puissances régionales	43
Annexe 3 : Carte politique de l'OUZBEKISTAN	44
Annexe 4 : Carte politique du TURKMENISTAN	45
Annexe 5 : Carte politique du KAZAKHSTAN	46
Annexe 6 : Carte politique du KIRGHIZISTAN	47
Annexe 7 : Carte politique du TADJIKISTAN	48
Annexe 8 : Carte des projets d'oléoducs	49
BIBLIOGRAPHIE	50
TABLE DES MATIERES	52